N°007 • Janvier - Février - Mars 2015

Les Echos du PNDP

Magazine d'informations du Programme National de Développement Participatif

www.pndp.org

Anniversaire

Regards sur 10 ans de réalisations

Populations autochtones vulnérables

Remise de 31 motos aux communes

Nos institutions se complètent progressivement et fonctionnent de manière exemplaire. La décentralisation est en marche et les Camerounais pourront bientôt participer plus directement à la gestion des affaires publiques. Aussi longtemps qu'une partie de notre population souffrira de la pauvreté, que l'égalité des chances ne sera pas garantie pour tous, que l'avenir de notre jeunesse sera incertain, notre tâche ne sera pas terminée (…)

Message du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA à la Nation le 31 décembre 2006.

Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Emmanuel Nganou Djoumessi
Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT chargé de la Planification

Gilbert Didier Edoa
Secrétaire Général du MINEPAT

Editorial

Merci à toutes et à tous

Par Marie Madeleine Nga

Chère lectrice, cher lecteur,

Marquer une fois de plus un arrêt sur les dix années de mise en œuvre du PNDP n'a rien de redondant, car il s'agit en réalité de souligner à grands traits la force d'un âge comme celui-là, dans la vie d'un Programme. Une structure ne se développe pas comme un arbre qu'on aurait simplement décidé de planter et qu'il n'y aurait plus qu'à regarder pousser. Une structure, c'est d'abord une vision, des idées, des femmes et des hommes chargés de leur implémentation, qui s'engagent au quotidien et dans la durée.

Dix ans, c'est donc avant tout dix ans d'engagement

L'engagement vers un développement local progressif intégral est une tâche de longue haleine, mais un exercice passionnant qui offre d'adresser des problématiques souvent complexes, nouvelles, semblables dans la forme, mais différentes dans le fond.

Le PNDP s'est construit tous les jours grâce à la participation, l'expertise d'hommes et de femmes qui ont à cœur de contribuer au bien-être des populations en zones rurales. Depuis 10 ans, c'est une chaîne ininterrompue de femmes et d'hommes qui ont donné de leur temps et de leur énergie, pour que le PNDP, parmi d'autres, assume convenablement la mission que le gouvernement lui assigne et que le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire conduit.

Dix ans d'engagement, c'est dix ans de fierté

Fierté d'avoir contribué à matérialiser la volonté de l'Etat d'implémenter et de faire avancer le processus de décentralisation.

Fierté de contribuer tous les jours à faire des Communes des véritables pôles de développement économiques.

Fierté de contribuer chaque jour au désenclavement des populations en zones rurales.

Fierté de contribuer à une plus grande disponibilité en eau potable par la construction des forages et puits.

Fierté de contribuer à l'extension des lignes électriques en zones rurales, de manière à assurer l'électrification de nos villages et de mettre à disposition l'énergie électrique pour nos parents.

Fierté de contribuer à la formation de la jeunesse par l'extension des infrastructures éducatives, de manière à assurer l'accès à l'éducation du plus grand nombre de jeunes.

Fierté de contribuer à l'émergence d'une dynamique positive au sein des populations autochtones vulnérables.

Fierté de contribuer à la protection de l'environnement ainsi qu'à la stratégie nationale REDD+ en cours d'élaboration.

Fierté de contribuer à la réduction des zones d'ombre et de silence, à la bonne information des populations paysannes, par la mise en place et la réhabilitation des radios communautaires.

Dix ans d'engagement, c'est dix ans de confiance

Confiance placée en nous par l'Etat du Cameroun, alors même que des efforts étaient faits pour atteindre le point d'achèvement.

Confiance de notre tutelle, à travers ses chefs de département successifs, depuis le Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire en 2002 jusqu'à l'actuel Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Confiance des bailleurs de fonds depuis le début de cette exaltante tâche. La Banque mondiale d'abord, dont la présence, la rigueur, la méthodologie nous donnent d'enclencher une troisième phase ; l'AFD dont l'intervention et l'innovation, notamment dans le volet agricole, contribuent à densifier les résultats sur le chemin du développement local ; la KfW dont l'appui a permis des résultats probants dans la région de l'Extrême-Nord; le FEM pour le développement d'un Projet de Gestion durables des terres.

Confiance des exécutifs municipaux qui, dans une large majorité, ont compris les enjeux et la nécessité d'un engagement plein qui s'est traduit par la présence constante aux séances de renforcement des capacités et à la mobilisation des fonds de contrepartie communale.

Confiance non négligeable des populations bénéficiaires, in fine, des actions de développement engagées.

Dix ans, c'est aussi dix ans d'exigence

Dix ans de remise en question permanente.

Dix ans de suivi des actions des organismes d'appui local dans le processus de planification (OAL).

Dix ans de veille pour une réalisation efficiente des milliers d'infrastructures confiées aux prestataires.

Dix ans de consolidation des données financières et comptables pour une utilisation toujours plus efficiente des ressources mises à notre disposition.

Les résultats du PNDP reposent donc sur la mutualisation des compétences, expertises, accompagnements, appuis, conseils, orientations et directions de tous les acteurs cités ou non. La réussite du PNDP, est aussi celle de ceux qui nous ont quittés un jour pour d'autres horizons ou définitivement. Ils ont été les acteurs contributeurs de notre développement.

La capacité du Programme à apporter des réponses aux questions pas toujours évidentes du développement local montre que, 10 ans après, les porteurs du projet de l'époque ne s'y sont pas trompés. Ils ont su anticiper et préparer l'entrée progressive dans le processus de décentralisation. Ils ont su baliser la voie pour un Cameroun émergent à partir de la base. Même s'il reste du chemin à parcourir, il était de bon ton que soit marqué un arrêt pour simplement dire… Merci.

Bonne lecture.

Thank you all

By Marie Madeleine Nga

Dear Readers,

Taking time off once again to assess the decade long functioning of PNDP is in no way redundant because it actually underscores the strength of such an age in the life a Program boldly. An institution does not growing like a tree that one simply decides to plant and watch grow. What makes an institution is first and foremost a vision, ideas, the women and men charged with running it and who are committed on a daily basis and in the long run.

Ten years, it's above all a decade of dedication

Dedication towards a full progressive local development is a lengthy process, but a fascinating exercise that offers an opportunity to look into and address issues that are often complex, sometimes new, similar in shape and different in background.

PNDP was built on a daily basis through the participation, contribution and expertise of men and women committed to improve the well being of people in rural areas. For ten years, an unbroken chain of men and women have sacrificed their time and energy, so that PNDP, among others, adequately assumes the mission assigned to it by government and which the Ministry of Economy, Planning and Regional Development leads.

Ten years of commitment is a decade of pride

The pride of contributing to the realization of the will of the State to implement and propel the decentralization process.

The pride of contributing every day to making Municipalities genuine economic development centres.

The pride of contributing every day to opening up people in rural areas.

The pride of contributing to making drinking water more available by building wells.

The pride of contributing to the extension of the power grid to rural areas, to ensure that our families have electricity.

The pride of contributing to the training of young people through the expansion of educational infrastructure to ensure access to education to the greatest number of young people by giving them opportunities that are almost identical to those students have in major urban centres.

The pride of contributing to the emergence of a positive trend in indigenous vulnerable peoples.

The pride of contributing to environmental protection by aligning with the national REDD + strategy.

The pride of contributing to the reduction of grey areas and zones of silence through the setting up and rehabilitation of community radio stations.

Ten years of commitment is a decade of trust

Trust in us by the State, as efforts were made to reach the completion point.

The trust of our guardian, through its successive leaders from the Ministry of Planning and Regional Development in 2002 to the current Ministry of Economy, Planning and Regional Development.

The confidence of donors since the start of this exciting task. First, the World Bank whose presence, rigour and methodology permitted us to initiate a third phase ; AFD whose intervention and innovation, particularly in the agricultural sector helped the increase of results on the path to local development, KfW whose support resulted in convincing outcomes in the Far North region ; GEF among others for the implementation of a sustainable land management project.

The confidence of municipal leaders who for the most part understood the stakes and the need to be full committed as reflected in their continued presence in capacity building sessions and the raising of communal counterpart funds.

The significant trust of the people who ultimately are the beneficiaries of committed development actions.

Ten years, also a decade of exigencies

Ten years of constantly questioning the status quo.

Ten years of overseeing the actions of local support organizations in the planning process.

Ten years of keeping watch so that thousands of infrastructures whose construction is entrusted to contractors are efficiently done.

Ten years of consolidation of financial and accounting data for an ever more efficient use of available resources.

PNDP's results are therefore based on the pooling of skills, expertise, guidance, support, advice, orientation and direction of all actors, whether cited or not. PNDP's success also belongs to those who left us for other horizons or to the world beyond. They were the players in our development.

The Program's ability to provide answers to local development problems that are not always obvious shows that, 10 years later, the project leaders in the past did not falter. They have been able to anticipate and prepare the gradual entry into the decentralization process. They were able to pave the way for Cameroon's emergence from the base. Even though there is still a long way to go, it is worthwhile to take time off to say... Thank You.

Pleasant Reading.

SOMMAIRE

Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Georges Nkami, Frédéric Bandon.

Equipe de rédaction :
Théophile Ndjanmou, Stéphan Kapto, Sylvestre Chegue, Palestine Mbarga, Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot Elomo

Nord :
Mohamadou Ousmaïla

Adamaoua :
Nana Maadjou

Sud :
Florent Hugues Bessala, Michel Delor Mbang

Centre :
Thomas Ongon

Littoral :
Olivier Herman Bekack

Sud-Ouest :
Atenchong David Nkem

Ouest :
Boniface Megouo

Nord-Ouest :
Bruno Daniel Nkandjo

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Mise en page :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Tirage :
5000 exemplaires

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC
BP 660 Yaoundé
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663

24 43 **Dossier**
10e anniversaire du PNDP
Les marques d'une présence dans les territoires locaux

20 21 **Focus**
Communication
La décentralisation à la télé avec le PNDP

EDITORIAL 05
Merci à toutes et à tous

NOS PARTENAIRES EN BREF 07
FEICOM : 40 ans au service du développement local au Cameroun

ESPACE MINEPAT 08
BIP 2015 : la détermination du MINEPAT
New Year wishes 2015 : MINEPAT's battle cry for his staff 09

ACTUALITES 10
Supervision : une mission AFD-Paris a séjourné au Cameroun
Populations autochtones : du matériel roulant au service des peuples pygmées 11
Journée Internationale de la Femme : le PNDP sous l'aile du MINEPAT 12

Journée Internationale de la Femme : les femmes de l'Assemblée Nationale dominent celles du MINEPAT 13
Populations autochtones vulnérables : plaidoyer pour leur recrutement dans la Fonction Publique 14
CVUC : le mouvement municipal définit ses priorités 15
Electrification rurale : l'ARSEL entend réduire l'obscurité 16

CAN Orange entreprise : le PNDP ne démérite pas 17
CNOP 2015 : les membres statutaires scrutent le projet de budget 18

Banque mondiale : l'appel à plus de participation citoyenne au niveau local 19
René Bertrand Nguoko : back from the brink 19

PNDP en chiffres : 22
Etat de mise en oeuvre du PNDP au cours de l'année 2014

NOUVELLES DES RÉGIONS 45
Littoral : la cellule régionale festoie/ Communication : le PNDP réunit les sénateurs et députés de la région

Renforcement des capacités : le PNDP poursuit la formation des receveurs municipaux 45
South West : Award of contracts : PNDP supports Alou Council, PNDP backs Bangem Council 46
North West : contractors, controllers remobilized 46

FEICOM

40 ans au service du développement local

La célébration des actions du Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) a eu lieu au cours de l'année 2014 sous le très haut patronage du Président de la République.

Que de grands projets pour marquer l'intervention du FEICOM dans le financement des Collectivités Territoriales Décentralisées depuis 40 ans. Il y a la forte mobilisation des ressources par la mise en place d'une stratégie de centralisation et du reversement des impôts communaux soumis à péréquation. Il y a aussi les prémices d'une organisation visant à doter l'administration d'un ensemble « d'instruments stratégiques, par exemple le cadrage de son intervention à travers la consolidation des acquis de la budgétisation par programme, la finalisation des travaux relatifs à sa stratégie d'intervention, aux outils de financement, au guide de l'assistance conseil, au guide de la coopération décentralisée et intercommunale, au guide méthodologique d'exercice des compétences transférées et au dispositif de suivi-évaluation des projets communaux. »

Sur le plan infrastructurel, à l'occasion de la célébration de ses 40 ans, le FEICOM a posé la première pierre de la construction de son nouvel immeuble siège. L'on a aussi annoncé le lancement effectif du Programme de Construction des Cités Municipales et du Programme Décentralisation FEICOM Villes Moyennes (PDFVM) grâce au partenariat avec le Crédit foncier du Cameroun et la Kreditanstalt fur Wiederaufbau (KfW) de la coopération allemande. L'objectif global du PDFVM est de contribuer au renforcement des options de la participation citoyenne et à l'accès des populations aux services de base en améliorant la gouvernance locale, l'efficience et la durabilité des services fournis aux populations. C'est aussi dans cette optique que le FEICOM envisage de définir les conditions les plus appropriées à la constitution d'un parc intercommunal d'engins de génie civil et d'hydraulique. Le but étant de mettre davantage à la disposition des maires des moyens logistiques susceptibles d'assurer le développement de leurs collectivités.

>> Institution de souveraineté

Tous ces acquis du FEICOM seraient le résultat d'une amélioration de sa gouvernance. La conséquence logique est l'augmentation constante de son investissement dans les communes du Cameroun. Les chiffres en matière d'investissement pour l'année 2013 témoignent d'ailleurs de la bonne santé financière du FEICOM. 70 projets ont fait l'objet de réception provisoire et 69 ont été définitivement réceptionnés. L'organisme a financé pour un montant de 5 258 556 098 FCFA, la réalisation de 69 projets dont 65% pour les équipements collectifs, 17% pour l'électrification, 6% pour les marchés, 3% pour les contreparties exigées aux communes dans d'autres projets et 2% pour les infrastructures hydrauliques.

Plus encore, suivant le bilan présenté par M. Philippe Camille Akoa, le Directeur Général, la mobilisation des ressources a atteint les 91,39% au cours de l'exercice 2013. Soit un niveau de recouvrement de plus de 100 milliards FCFA sur les 109 milliards FCFA attendus. L'année 2014 a aussi permis au Directeur Général du FEICOM de présenter un autre volet de l'activité de l'organisation dont il a la charge. C'est dans la région de l'Est qu'il en a fait la démonstration devant René Emmanuel Sadi, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

Il s'est agi de procéder à l'inauguration de l'Hôtel de ville de la commune de Garoua Boulaï, dont le coût de réalisation de 197 millions FCFA a été supporté par le FEICOM. Dans un contexte d'insécurité au niveau des frontières avec la République Centrafricaine, M. Akoa a indiqué qu'une des missions de la structure qu'il dirige est de poser les marques de la République du Cameroun dans tous les coins du pays. C'est ainsi qu'il a présenté le nouvel édifice le 03 octobre 2014 : « Avec de telles interventions, plus qu'un instrument de développement, (c'est) un instrument de souveraineté ».

Un autre grand chantier réside aujourd'hui au niveau de la finalisation de la restructuration de l'Observatoire du Développement Local « Gilbert Biwolé ». En la mémoire du premier administrateur du FEICOM, le projet entend être un centre d'information socio-économique et géo-spatiale sur les Collectivités Territoriales Décentralisées au Cameroun. Une façon de laisser un héritage à la postérité. ◆

BIP 2015

La détermination du MINEPAT

La cérémonie de présentation des voeux au Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a été précédée, comme de coutume par la conférence des services centraux et déconcentrés le 15 janvier 2015 dans la salle 400 places du Palais des Congrès de Yaoundé.

Y prenaient part autour du MINEPAT, le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat Laurent Serges Etoundi Ngoa, invité du Ministre Emmanuel Nganou Djoumessi, le Ministre Délégué au MINEPAT chargé de la Planification, Yaouba Abdoulaye, les responsables des services centraux jusqu'au rang de chef de service, les délégués régionaux et départementaux, les responsables des organismes rattachés et sous tutelle, les représentants du secteur privé ainsi que certains partenaires au développement. Le thème choisi cette année est suffisamment évocateur : «Equipement de la nation : contribution du Budget d'Investissement Public (BIP) ». Le Ministre Nganou Djoumessi justifiera le choix du thème par le rôle que joue l'investissement public sur la croissance économique.

L'objectif de la conférence était de montrer en quoi le budget d'investissement public contribue efficacement à l'équipement de la nation et partant à la relance de la croissance économique. Les travaux de la conférence se sont déroulés autour de six exposés regroupés en deux sessions. La première consacrée à l'approche stratégique de la planification spatiale en vue de l'équipement de la nation comportait trois sous-thèmes : (i) les outils de planification spatiale ; (ii) l'apport des outils de programmation et de monitoring dans l'équipement de la nation ; (iii) l'optimisation des interventions du BIP dans la résorption du déficit en équipement. La deuxième session abordera les modalités de financement du BIP pour l'équipement de la nation avec comme sous thèmes : la contribution des finances extérieures à l'équipement de la nation ; l'opportunité des partenariats public-privé dans l'équipement de la nation ; la perception de la contribution du BIP à l'équipement de la nation dans les services déconcentrés.

L'on notera la présence de Madame Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National du PNDP, dans le panel d'experts de la session 1, modérée par Joseph Tedou, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique.

Les échanges de cette session ont porté sur la prise en compte spécifique de la fonction évaluation dans la chaine Planification Programmation Budgétisation Suivi (PPBS), la véritable prise en compte des aspirations des populations à la base lors de l'élaboration du BIP et la nécessité d'harmoniser le suivi physico-financier du BIP. Il était aussi question d'apprécier la nécessité et le suivi du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), la contribution des services déconcentrés dans la mise en œuvre du Plan d'Urgence pour l'accélération de la croissance. Idem pour la prise en compte des engagements communautaires dans l'élaboration des outils de communication spatiale, la prise en compte des spécificités des régions lors de la budgétisation des projets ainsi que les contraintes liées à l'exécution du BIP dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Est.

Au terme des échanges, les recommandations ci-après ont été émises : l'opérationnalisation du Conseil National de l'Aménagement du Territoire, la mise en place d'une plateforme unique de gestion des finances publiques. Les Plans Communaux de Développement (PCD) ont été présentés comme plateforme de planification au niveau local, l'institutionnalisation des outils de programmation tels les Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) afin de les rendre obligatoires dans toutes les administrations. Des outils d'appui au secteur privé à l'instar du crédit bail, la prise en compte des outils de planification stratégique et les réformes des finances publiques ont également été retenus.

La session 2 modérée par Madame Marie Yvonne Bonga Ntamarck, Inspecteur Général chargé de l'Evaluation des Performances des Services sera tout aussi dense. Au terme des échanges de cette session, de nombreuses recommandations y seront également formulées. L'opérationnalisation d'une structure de maturation des projets et la mise en place d'un fonds y dédié, la mise en place d'un mécanisme de communication entre les services centraux et déconcentrés. L'on admet aussi la réduction des soldes engagés et non décaissés par l'amélioration de la collaboration entre les directions et la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), l'amélioration de la maturation des projets, l'amélioration des délais de paiement des PME par la mise en place de la banque des PME et des sociétés de garantie des prêts aux PME. Enfin l'accélération de l'élaboration des Plans Communaux de Développement au niveau des communes d'arrondissement.

Des travaux riches en somme qui auront été précédés la veille par un atelier d'appropriation des programmes par les services déconcentrés du MINEPAT. Celui-ci visait à présenter la déclinaison des différents programmes opérationnels au niveau local, pour l'exercice 2015 en vue d'assurer une plus grande cohérence. ◆

New Year wishes 2015

MINEPAT's battle cry for his staff

The presentation of New Year wishes to the Minister of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT) as well as to the Minister Delegate on Friday, January 16, 2015 had a special connotation given the challenges the nation has to surmount this year.

In a hall bursting to its seams with staff from MINEPAT and related agencies, the ministry's Secretary General, Mr. Gilbert Didier Edoa set the tone.

In his address to Minister Emmanuel Nganou Djoumessi, as well as to Minister Delegate Abdoulaye Yaouba, he said he had taken stock of the past year. Economic surveillance was consolidated and this allowed for the establishment of two Agropoles Projects, bringing to 17 the total number of operational Agropoles Projects to date, he said. Funding for 60 credit records through a pilot lease financing scheme to the tune of 2.4 billion FCFA was also done by the ministry.

Regarding local and regional development, Mr. Gilbert Didier Edoa, said that the stowage rate of Communal Development Plans (CDP) in the Growth and Employment Strategy Paper (GESP) rose to 57% last year. He said the commitment of the ministry and its partners resulted in the updating of 91 first generation Communal Development Plans within the GESP and their implementation. Through this dedication funding was provided for 761 micro-projects in 178 municipalities which had CDPs.

The ministry and its partners, Mr. Edoa went on, ignited an initiative that took into account the environmental dimension in grassroots development by promoting the REDD+ component. He rounded off by mentioning the immense challenges the ministry must rise above in 2015 like the three-year emergency plan to boost economic growth which the Head of State instructed that it be implemented, improving the performance of the Public Investment Budget and implementing large-scale second generation projects. Mr Edoa said staff at the ministry and its related agencies were ready show commitment more than ever before.

Minister Emmanuel Nganou Djoumessi then responded to the kind wishes addressed to him and the Minister Delegate. In a very firm address, he said that 2015 should be the year in which MINEPAT must demonstrate undeniable expertise in carrying out its duties. Such skill should be able to boost strong, inclusive and sustainable growth to truly contribute to the transformation of Cameroon's economic landscape.

He also invited his staff to show proof of an awareness comprising discipline, self-sacrifice, selflessness, the quest to do good and a culture of performance. He said such values and others need to be anchored in the daily exercise of their duties. One of the Minister's firm sentences spoke for itself: «the evaluation of staff performance will be inevitable so that we will keep within our ranks only those who are worthy of the mission that is ours.» Counsel for those who have not yet realized that the MINEPAT is stepping into a context marked by the quest for accelerated economic growth. The Minister challenged his team to set all levers in motion for an optimal performance of the Public Investment Budget in line with the recommendations of the Head of State. ◆

Supervision

Une mission AFD-Paris a séjourné au Cameroun

A côté des séances de travail au ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et au siège du PNDP, Aurelie Chevrillon est allée toucher du doigt les réalités du monde rural.

Aurélie Chevrillon, chargée de projets du secteur rural au siège de l'AFD à Paris, a conduit une mission de supervision au Cameroun du 24 février au 05 mars 2015. Au cours de cette mission, Mme Chevrillon, accompagnée de l'équipe de l'AFD au Cameroun dirigée par Hervé Conan, a multiplié les séances de travail avec le staff du PNDP, épluché les rapports, recueilli des éclairages sur des dossiers spécifiques, dont le projet des radios communautaires et le projet pilote REDD + (Réduction des Emissions de gaz liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts). Par ailleurs, elle a rencontré le Coordonnateur du Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE C2D).

Au cours d'une audience au MINEPAT, elle a pu consolider des idées sur la consommation du crédit alloué à la dernière année d'exécution du C2D de deuxième génération, identifiant au passage avec ses interlocuteurs camerounais les possibilités de réallocation de ressources pour le financement du Programme d'Aménagement du Territoire (PAT), volet de la région de l'Extrême-Nord en proie à de profonds bouleversements de la vie sociale liés à la lutte contre la secte islamiste Boko Haram. Au bout du compte, pas moins de 3 milliards de FCFA ont pu être dégagés du budget 2015 du PNDP pour financer cette importante opération dans la partie septentrionale du pays.

La partie visite de terrain de la mission s'est effectuée dans la région de l'Est du 27 février au 01 mars 2015. Elle a consisté dans sa première partie à une rencontre avec le conseil municipal de Dimako et une visite d'une Unité de Forêt Aménagée (UFA). A la mairie de Dimako, occasion a été donnée d'approfondir la compréhension de l'accompagnement reçu par cette commune de la part du Programme Sectoriel Forêt et Environnement (PSFE), autre point d'attention de la mission de supervision, donnant ainsi l'opportunité à Mme Chevrillon de mieux appréhender les missions et actions sur le terrain du PSFE qui entre désormais dans son portefeuille. La visite de l'UFA de Dimako a permis de prendre la mesure des actions menées par la commune dirigée par Janvier Mongui Sossomba, par ailleurs président de la Chambre d'Agriculture des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF), notamment dans le choix effectué de gérer une forêt communale en régie.

Au cours des échanges, les précisions du premier adjoint au maire, Momanbok Rocheteau, ont souligné les options de la municipalité en matière de reboisement (pas moins de 5000 plants d'arbres par site de reboisement), d'engins (débardeurs), de techniques (abattage directionnel, gestion de parcs à bois), de personnel qualifié mobilisé pour atteindre les objectifs.

La deuxième partie de la visite de terrain s'est effectuée, sous la houlette de la Cellule Régionale de Coordination de l'Est, dans la commune de Mbang où sera appuyée l'une des 13 radios communautaires existantes bénéficiaires du sous-volet appui en équipements de rechange et formations du projet des Radios Communautaires du PNDP. Les échanges avec le personnel de la Radio communautaire de Mbang qui entretient d'excellents rapports avec la commune, comme a pu s'en rendre compte la mission, ont permis de confirmer les besoins identifiés pour cette radio et pour lesquels une réponse appropriée sera donnée dans les prochains jours par le PNDP grâce aux ressources C2D. Par ailleurs, et c'est une recommandation de la mission, une actualisation des besoins prioritaires des 13 radios retenues dans ce sous-volet devrait être effectuée pour tenir compte de l'aggravation de certaines situations, comme à Mbang où depuis le passage du consultant, la radio a perdu son émetteur et 3 dipoles. ◆

Populations autochtones vulnérables

Du matériel roulant au service des peuples pygmées

La Cellule Nationale de Coordination du PNDP a vibré le 05 mars 2015 au rythme de la joie et de la satisfaction de 31 maires, accompagnés des Chefs de Service d'Action Sociale et des représentants des populations autochtones vulnérables.

31 motos ont été remises aux chefs Service d'Action Sociale (S.A.S) dans le cadre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Les Ministres de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et des Affaires Sociales (MINAS) étaient respectivement représentés par le Secrétaire Général, Gilbert Didier Edoa et l'Inspecteur Général, Orok Samuel. Présence fort remarquée et hautement significative du Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) au Cameroun, Hervé Conan, qu'accompagnait, entre autres, le Chargée de projet PNDP à l'AFD Paris, Aurélie Chevrillon, en mission au Cameroun. Les responsables des services centraux, ainsi que les délégués régionaux des Affaires Sociales et du MINEPAT, pour les régions du Centre, Sud, Est étaient également présents.

Cette dotation intervient pour améliorer la mise en oeuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP), dont l'objectif global est de s'assurer que le processus de développement engagé favorise le respect total de la dignité, des droits de la personne et la culture des peuples autochtones.

Le PDPP a démarré en 2007 au cours de la Phase I du PNDP (2004-2009), dans neuf (09) communes de la région du Sud, à savoir : Djoum, Oveng, Mintom, Niété, Akom II, Lokoundjé, Campo, Bipindi, Lolodorf. Il a été mis en œuvre conformément à un plan communal d'action structuré autour de 05 composantes : Citoyenneté, Education, Agriculture, Santé et Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière. Le dispositif de mise en œuvre des activités était coordonné par une plateforme communale présidée par le Sous-préfet et regroupant toutes les parties prenantes impliquées, et bénéficiait de l'accompagnement d'un Organisme d'appui local (OAL). En raison de leurs performances mitigées, ces OAL ont été par la suite remplacés par les consultants d'appui, puis par les responsables locaux du MINAS. Ce qui a donné lieu à la signature d'une convention cadre de collaboration entre le MINEPAT et le MINAS en 2012, pour la mise en œuvre du PDPP.

Par la suite, les responsables des Services d'Action Sociale (SAS) ont été désignés par le MINAS par Décision N° 002/ MINAS du 09 avril 2013 dans les 31 communes bénéficiant de la mise en œuvre du PDPP – PNDP, soit 17 à l'Est, 11 au Sud et 03 au Centre. A la faveur de cette convention et de la décision susvisée, les Communes bénéficiaires ont consenti à l'utilisation d'une partie de leur allocation pour l'acquisition d'une moto, afin de faciliter la mise en œuvre de cette opération par le personnel du MINAS au sein de la plate-forme communale.

Le Directeur de l'AFD dira que cette cérémonie met en évidence les interventions multiformes du PNDP et sa capacité à adapter son intervention aux territoires sur lesquels il intervient. Cette capacité d'analyse de terrain et de traduction en actions concrètes est un point important du PNDP. Il soulignera aussi que la remise des motos n'est pas à priori la mission d'un bailleur, mais dans ce cas nous sommes face à des territoires vastes qui nécessitent que des moyens de transport permettent d'assurer des résultats probants par une meilleure connaissance des problématiques sur le terrain, gage de réponses appropriées. ◆

Journée Internationale de la Femme

Le PNDP sous l'aile du MINEPAT

Le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a fédéré l'ensemble des activités de ses organismes sous tutelle à l'occasion de la 30ème édition de la célébration de la JIF au Cameroun. Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) était présent à toutes les étapes.

Le PNDP figurait en bonne place dans le stand du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) du 3 au 6 mars 2015 sur le Boulevard du 20 Mai à Yaoundé. C'est sur ce lieu que le Professeur Marie Thérèse Abena Ondoua, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille a ouvert la cérémonie de lancement de cette 30ème édition de la célébration de la Journée Internationale de la Femme dans la capitale politique du Cameroun. Après, les civilités d'usage, elle a tenu à visiter tous les stands réservés à cette occasion.

Dans le stand du MINEPAT qui comportait 04 projets et programme placés sous sa tutelle, elle s'est entretenue avec l'équipe du PNDP présente sur les lieux. Les visiteurs ont découvert sur l'édition N°005 de ce magazine une séance de planification menée par les femmes dans le cadre du processus d'élaboration et d'actualisation des Plans Communaux de Développement dans les communes du pays. Ce qui correspond au thème « Autonomisation des femmes – Autonomisation de l'humanité», retenu pour servir de base de réflexion, 30 ans après l'institutionalisation de la célébration de la femme au Cameroun.

Cette illustration montre bien la prise en compte des questions des femmes dans les actions que mène le PNDP depuis plus de 10 ans dans 329 communes du pays. Une extension de cette action est annoncée dans les 31 autres collectivités territoriales décentralisées dès les prochains mois. À côté de cette prise en compte du genre dans la planification du développement local, le PNDP accorde aussi une place déterminante à la petite enfance et aux changements climatiques.

La Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, est aussi familière de cette orientation prise par le PNDP. Elle a d'ailleurs pris part le 24 juin 2014 à la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre le Réseau des Parlementaires Panafricains sur les Changements Climatiques (REPPACC) et le PNDP. Le ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Pierre Hélé ; Justine Dongmo, coordonnatrice du STADE C2D, l'Honorable Awudu Mbaya Cyprian président du REPPACC avaient pris part à cette cérémonie présidée par l'Honorable Hilarion Etong, Premier vice-président de l'Assemblée Nationale. Une posture à suivre sur d'autres chantiers de l'amélioration des conditions de vie des populations et particulièrement des femmes au niveau local. ◆

Pr Marie Thérèse Abena Ondoua, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille

Je me réjouis de la présence des hommes aux côtés des femmes

Je suis frappée par la qualité des innovations dans la région du Centre. Nous encourageons les exposants à travailler davantage. Il y a des améliorations d'année en année dans la célébration de la Journée Internationale de la Femme au Cameroun.

Félicitations à tous les exposants. Ce savoir-faire doit être valorisé aussi bien à l'intérieur des frontières nationales qu'à l'extérieur. Cette qualité variée et haut de gamme doit aussi s'exporter. Et je me réjouis de la présence des hommes aux côtés des femmes. Nous encourageons ce partenariat. C'est dans ce respect que nous pourrons davantage valoriser les femmes dans notre pays.

Journée Internationale de la Femme

Les femmes de l'Assemblée Nationale dominent celles du MINEPAT

La rencontre a eu lieu vendredi 6 mars 2015 dans le cadre des activités liées à la célébration de la Journée Internationale de la Femme (JIF).

Dans la rencontre qui a opposée les femmes de l'Assemblée Nationale à celles du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) au stade militaire de Yaoundé, la loi du domicile a prévalu au final pour l'Assemblée Nationale dont la victoire s'est dessinée au cours de la première manche lorsqu'elle a marquée trois buts sans rien encaisser. Puis, la mutualisation des vues entre le coach des dames du MINEPAT et M. Thomas Ongon, Coordonnateur de la Cellule Régionale du PNDP Centre est venue faire bouger les lignes au sein du vestiaire de l'équipe des femmes du MINEPAT. Les nouveaux choix de celui qu'on appelle affectueusement «*Gattuso*» ont donné un souffle nouveau à l'équipe des femmes sur qui reposent selon plusieurs observateurs les stratégies de croissance économique au Cameroun.

Malgré ce coaching payant, le nouveau dispositif n'a pas permis de renverser la vapeur. Il a servi à un équilibre des forces puisque c'est d'ailleurs les femmes du MINEPAT qui inscriront le premier but de cette seconde manche. C'est vers les cinq dernières minutes de la rencontre que l'Assemblée Nationale viendra confirmer son talent. Score final 4-1 en faveur des dames de l'Hémicycle de Ngoa Ekellé. ◆

Godwill Okia Mukete, SGA N°2, Assemblée Nationale

Le MINEPAT n'a pas démérité

L'Assemblée Nationale a gagné, mais le MINEPAT n'a pas démérité. C'est aussi la preuve de la vitalité des dames de l'Assemblée Nationale. Une occasion de montrer qu'elles se comportent comme toutes les femmes mais aussi elles sont capables de faire ce que les hommes font. La preuve a été donnée sur le terrain. Elles ont joué plus que certains hommes.

Marie Julie Monkam, Inspecteur Général MINEPAT, PCO JIF 2015

Ce match marque le partenariat MINEPAT-Assemblée Nationale

Cette rencontre est la concrétisation d'un partenariat avec l'Assemblée Nationale. Nous avons vu des femmes en jambes au cours de la rencontre. Le MINEPAT a été vaincu sur le terrain mais nous avons tous gagné par le partenariat que nous comptons valoriser à chaque occasion.

Paule Adrienne Abanda, MINEPAT

Il faut s'entrainer régulièrement

On s'est battues au cours de la seconde mi-temps. On a repris le dessus en se battant mieux qu'à la première mi-temps. Il faut qu'on inscrive la pratique du sport et du foot dans nos habitudes. Il faut s'entrainer régulièrement. Cela nous permettra d'être régulièrement en jambes et en forme au niveau personnel.

Jacqueline Milla, Assemblée Nationale, Hôtel des députés

Une revanche après des défaites antérieures

On ne s'attendait pas à une telle performance. Nous avons pris une revanche par rapport à nos anciens matchs. On croyait que les femmes du MINEPAT devaient être plus relevées que nous. C'était un très beau match. Félicitations à toutes les femmes des deux équipes.

Patricia Ntsomo, MINEPAT PNDP-CNC

Nous allons gagner l'année prochaine

Nous avons perdu à cause de quelques erreurs tactiques à la première mi-temps. C'est le repositionnement de la deuxième mi-temps qui a permis de faire mieux. La deuxième mi-temps a été meilleure. Nous allons nous mettre au travail au cours de l'année pour gagner l'année prochaine.

Christine Djoh, MINEPAT PNDP-CNC

Nous sommes ravies

Nous sommes ravies. Ça faisait longtemps qu'on n'avait pas joué. Il fallait donc mettre du tonus pour pouvoir dominer l'adversaire. Cela n'a pas été le cas aujourd'hui. Mais c'est vers la fin qu'on a pu mettre plus d'énergie, ce qui nous a permis de marquer un but au cours de la deuxième mi-temps.

Populations autochtones vulnérables

Plaidoyer pour leur recrutement dans la Fonction Publique

L'audience accordée par Michel Ange Angouing, Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative (MINFOPRA) à Marie Madeleine Nga a porté sur la situation des peuples pygmées.

1h 10 mn, c'est le temps qu'aura duré l'audience accordée le 16 décembre 2014, par M. Michel Ange Angouing, MINFOPRA, à Mme Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National du PNDP. Celle-ci, qu'accompagnait M. Georges Nkami, Spécialiste Socio-Environnemental du Programme, a présenté le PNDP avant de faire un plaidoyer pour le recrutement à la fonction publique des jeunes pygmées ayant bénéficié de l'accompagnement du PNDP dans le cadre du Plan de Développement des Peuples Pygmées de 2e génération. La durée de l'entretien témoigne de la diversité, de la densité et de l'intérêt des échanges. Autour du Ministre on retrouvait, MM. Pierre Ngambo Fondjo, Secrétaire Général de ce ministère et Germain Koukolo Koukolo, Conseiller Technique N°1, Mmes Christine Mboe Ottou, chef de la cellule de suivi et Eliane Mballa, chef de la Cellule de Communication. Ce sont au total 12 jeunes pygmées qui bénéficient de formations dans les écoles professionnelles depuis l'année 2012 dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

De ce nombre, 6 ont achevé leurs formations comme aide-soignants. C'est pour faciliter l'inclusion sociale progressive de ces populations vulnérables que l'accompagnement du ministère de la Fonction Publique a été requis. Le Ministre a d'emblée relevé qu'une procédure de recrutement spécial relevait de la compétence exclusive de la haute hiérarchie. En prêtant une oreille attentive à la doléance du PNDP, dont il a salué l'action, il a souhaité l'inscription des candidats pygmées aux concours lancés, avant toute action préalable de son département ministériel.

Le Ministre a tenu à rappeler que son département suivait déjà de près les problèmes des populations vulnérables, en relation avec le Ministère des Affaires Sociales. Se définissant lui-même comme un fils de la forêt dans la région de l'Est, le Ministre Angouing, en saluant les réalisations palpables du PNDP a tenu à féliciter le PNDP de son action depuis 10 ans. L'insertion de ces jeunes dans la fonction publique va certainement marquer le début d'une ère nouvelle pour les populations autochtones vulnérables. ◆

CVUC

Le mouvement municipal définit ses priorités

L'Assemblée générale statutaire et une autre, extraordinaire se sont tenues le 14 janvier 2015 à Yaoundé. Dans le but d'élire une nouvelle équipe dirigeante et de fixer les nouvelles orientations de l'association des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC).

Les maires du Cameroun ont à nouveau fait confiance à M. Emile Andze Andze, le maire de la commune de Yaoundé 1er et président sortant de l'association CVUC. Il a obtenu le suffrage de ses paires face à son challenger de départ M. Dieudonné Zang Mba, le maire de la commune de Mbalmayo. Ce round s'est opéré dans le cadre de l'Assemblée générale statutaire de cette organisation qui se veut le regroupement de l'ensemble des 360 maires et des 14 délégués du gouvernement des communautés urbaines au Cameroun. D'une Assemblée Générale tous les cinq ans, l'on aura désormais droit à une réunion des élus locaux chaque année. C'est l'une des principales résolutions de l'Assemblée Extraordinaire qui a suivi l'élection du nouveau bureau. D'autres orientations sous formes de défis ont été aussi arrêtées au cours des travaux des responsables en charge du développement des villes et campagnes du Cameroun.

Avec en priorité, la question relative à la rémunération des élus. Conformément aux indications de la Dotation Générale de la Décentralisation, une enveloppe de 3 milliards FCFA est réservée à ce chapitre. Mais depuis 2010, les élus locaux reconnaissent ne rien percevoir. Ils sont donc les seuls élus dans le pays à ne pas recevoir de rémunération mensuelle. Pour le moment, suivant le texte de 2004 définissant les règles applicables aux communes, la seule rétribution est payée sous forme d'indemnité. À côté de cette revendication, les maires du Cameroun envisagent mener un plaidoyer afin que l'Etat accorde 10% de son budget au financement de la décentralisation. Ces préoccupations avaient déjà fait l'objet d'une évocation dans le discours d'ouverture de M. Emile Andze Andze.

Au sujet de ces doléances du mouvement municipal camerounais, M. Emmanuel Réné Sadi, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) a indiqué que des mesures seront prises pour améliorer les conditions de travail des élus locaux. Mais, il a davantage mis l'accent sur la fin d'une navigation à vue dans le processus de décentralisation. À cet effet, il a annoncé que le département ministériel qu'il conduit est sur le point de présenter un document élaboré de la stratégie nationale de la décentralisation. Pour M. Sadi, il s'agit d'une « boussole pour le gouvernement, les bailleurs de fonds et les collectivités territoriales décentralisées ».

... les maires du Cameroun envisagent mener un plaidoyer afin que l'Etat accorde 10% de son budget au financement de la décentralisation.

Plus encore, le MINATD a souligné que dans le contexte actuel de mise en place de la décentralisation, les maires ont « une obligation de résultats dans l'amélioration du cadre de vie des populations ». Pour cela, il fonde ses espoirs sur le taux de renouvellement des exécutifs communaux au lendemain du scrutin de septembre 2013 qui est de l'ordre de 60%.

>> Toutes les compétences en 2015

Concernant l'architecture de la décentralisation, le MINATD l'analyse en ces termes : « hormis les régions, toutes les autres institutions sont en place. Le Sénat mis en place en 2013 et les communes. Sur le plan opérationnel, le transfert de compétences enclenché en 2010 aboutira en 2015 à un transfert complet aux communes ». Cette annonce du MINATD a été faite en présence d'autres membres du gouvernement. Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean Claude Mbwentchou, le Ministre des Travaux Publics, Patrice Amba Salla, un ancien maire. À leurs côtés, Grégoire Owona, le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale et le Professeur Marie Thérèse Abena Ondoua, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille. Les bailleurs de fonds, le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), le Programme National de Développement Participatif et le Secrétaire permanent du Conseil National de la Décentralisation ont également assisté à l'ouverture de cette Assemblée générale.

Durant l'Assemblée Extraordinaire, le budget de l'exercice 2015 des CVUC a été adopté. Il suit la courbe de progression en passant à 1, 777 milliard FCFA contre 1,170 milliard FCFA en 2014 et 850 millions FCFA en 2013. L'on a aussi adopté l'idée de créer des délégations départementales des CVUC en plus des représentations régionales existantes. Selon, le bureau reconduit, il faut engager un processus de coordination et de sensibilisation à la base. À ce titre, le département apparait comme une unité fédérative et homogène pour le partage de l'information. Avant cette innovation, seules les délégations régionales opéraient sur le terrain avec un budget annuel de 30 millions FCFA pour chaque région. L'on a aussi émis l'idée de voir les délégués du gouvernement avoir une représentation de droit au sein du bureau national. Les défenseurs de cette formule arguent que ces 14 délégués du gouvernement qui se trouvent dans les principales villes du Cameroun, soit plus du tiers de la population, sont les plus «plus gros contributeurs » du mouvement municipal camerounais. Rendez-vous est pris pour la première Assemblée Générale annuelle prévue cette année. ◆

Electrification rurale

L'ARSEL entend réduire l'obscurité

L'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL) a pour champ de bataille, la promotion des énergies renouvelables dans les Collectivités Territoriales Décentralisées.

Le Cameroun regorge d'importantes sources d'énergies renouvelables, aussi bien, solaires, éoliennes et de biomasse presqu'équitablement reparties entre ses communes et hameaux. Une politique populaire de mise en place de petites et micro centrales pourrait apporter des solutions locales.

« L'accès universel à l'électricité reste préoccupant au vu des statistiques suivantes: un peu moins d'un million d'abonnés seront enregistrés en 2015, dont 45% dans les seules villes de Yaoundé et Douala. En évacuant les abonnés publics industriels et commerciaux, le taux d'électrification rurale résultant pourrait difficilement atteindre 10% de la population du Cameroun », constate Jean pierre Kedi, Directeur Général de l'ARSEL lors du 1er salon de l'électricité dénommé Invest Elect sur le thème « Investir dans l'électrification décentralisée grâce à la biomasse et la petite hydroélectricité ». L'évènement présidé par le Ministre des Travaux Publics, représentant personnel du Premier Ministre, a rassemblé, du 10 au 13 mars 2015, au Palais de Congrès de Yaoundé, autour de l'ARSEL, organisateur, une bonne brochette d'acteurs, dont l'Union Européenne, l'Agence d'Electrification Rurale (A.E.R), le FEICOM, l'Alliance for Rural Electrification, le PNDP. En rappel, le projet Invest Elect est le premier projet de gouvernance appuyé par l'Union Européenne dans le secteur de l'électricité au Cameroun. Il vise à contribuer à l'implémentation des réformes survenues en 1998 dans le secteur de l'électricité et qui ont permis de le libéraliser et de mettre sur pied l'ARSEL.

Se fondant sur l'une de ses missions qui consiste en la participation rationnelle, en la promotion de l'offre d'énergie électrique, l'Union Européenne n'a pas hésité à renforcer les capacités de l'ARSEL. D'abord à travers le projet ERD Rumpi, lequel a ciblé l'électricité hors concession par connexion au réseau, et depuis 2011 le projet Invest Elect dont le présent salon constitue, entre autres, la vitrine de diffusion populaire des résultats obtenus.

Quatre jours d'échanges intenses, denses et riches qui ont permis en sept sessions et de nombreuses questions posées aux différents panels d'experts, de faire un tour d'horizon sur les thématiques de l'heure en matière d'électricité. Il est également apparu que les Communes sont le moteur du développement de l'électricité en zone rurale D'où le passage remarqué du FEICOM et du PNDP qui intervenaient au titre d'instances publiques ayant une expérience dans le financement des projets d'électrification en zone rurale. De la présentation du PNDP faite par Isaac Ekeme, on retiendra que dans le domaine de l'électrification, le Programme a amélioré les conditions de vie de plus de 40 000 ménages à travers l'extension du réseau électrique sur 40,37 Km dont 12,46 km de moyenne tension et 27,91 km de basse tension. Les différentes sessions ont donné l'occasion de mesurer les gaps énormes à combler dans le secteur de l'électricité.

CAN Orange entreprise

Le PNDP ne démérite pas

L'organisation de ce mini tournoi pour entreprises et institutions a donné l'occasion de revisiter les vertus du sport.

En marge de la Coupe d'Afrique des Nations qui s'est tenue au mois de janvier en Guinée équatoriale, l'entreprise Orange Cameroun a organisé, pendant la même période un tournoi dénommé Can Orange Entreprise. L'initiative avait pour but de créer un cadre d'échanges et de solidarité entre les différents partenaires de l'entreprise Orange-Cameroun.

Quatre poules de quatre équipes chacune ont été constituées. Le PNDP qui, depuis la célébration de son 10e anniversaire, a constitué en son sein une équipe de football, s'est retrouvé dans la poule de la CNPS et de la CRTV. Malgré une bonne tenue de match lors de la 1ère confrontation face à la CNPS, les poulains du coach Charles Boubé Matcha, Spécialiste en Passation des Marchés au PNDP se sont inclinés, le 24 janvier 2015, sur un score de 3-1. Cette défaite allait amener le capitaine Georges Nkami, Spécialiste Socio-Environnemental au Programme et ses coéquipiers blessés dans leur orgueil à infliger une lourde défaite à l'équipe de la CRTV.

Score final de la partie 6-0. Un score qui ne suffira pas à qualifier « *les acteurs du développement local* », puisque seuls les premiers de chaque poule passaient en demi finale. Une belle initiative qui s'est soldée par la victoire, de l'équipe de la SOPECAM qui a remporté le trophée final.

Au delà des résultats individuels et collectifs, la convivialité et la fraternité ont réuni ces différents acteurs loin de leurs obligations quotidiennes. Une initiative à perpétuer. ◆

Les deux dernières journées ont quant à elles été consacrées aux rencontres B to B et à une visite de site.

Dans le premier cas, les institutions présentes ont pu échanger avec les maires, entrepreneurs, investisseurs potentiels, consultants à l'effet de créer la synergie entre les projets potentiels et les investisseurs potentiellement porteurs de ressources. La visite de site a été faite à la décharge de Nkolfoulou, appartenant à l'entreprise Hysacam. Celle-ci, très présente pendant le salon, développe depuis des années une expérience de transformation de déchets en Biogaz et électricité sur un site de 53 hectares. L'une des doléances émise pendant le salon a été l'amélioration des échanges et l'application effective du cadre réglementaire régissant le secteur de l'électricité. ◆

Patrice Amba Salla
Ministre des Travaux Publics
La plus grande attente du salon, c'est de mettre en place des synergies qui permettent que les localités qui ne sont pas pourvues en énergies le soient, par des solutions renouvelables, par des énergies où on a pas besoin de grandes constructions de lignes, par l'exploitation d'une ressource disponible à tout moment comme le soleil par exemple.

Françoise Collet,
Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun.
L'Union Européenne est extrêmement présente dans le secteur de l'énergie. Nous soutenons vraiment toutes les initiatives à commencer chez nous même, au sein de l'Union Européenne et partout dans le monde. Le Cameroun est l'un des bénéficiaires de la facilité énergie, dont nous sommes fiers, surtout du fait de la qualité des projets présentés. Nous venons de financer neuf projets en tout pour une valeur de 21 milliards de FCFA. Les projets sont repartis dans le tout Cameroun et s'adressent directement aux populations. En plus, nous avons un prêt de la Banque Européenne de Développement pour le financement de l'important projet du barrage hydroélectrique de Lom Pangar. Pourquoi sommes-nous présents ici? Parce que l'énergie est un facteur essentiel de croissance, de développement, de stabilité et de paix.

CNOP 2015

Les membres statutaires scrutent le projet de budget

La 15e session ordinaire du Comité National d'Orientation et de Pilotage (CNOP) du Programme National de Développement Participatif (PNDP) s'est tenue le 04 février 2015 à l'hôtel la Falaise de Yaoundé. Organe de délibération du PNDP au niveau national, le CNOP est chargé de piloter la mise en œuvre du PNDP.

Le CNOP définit et oriente la conduite du Programme par l'examen et l'approbation du Plan de Travail et du Budget Annuel (PTBA), le bilan des activités, les rapports de suivi financier et d'audits, les états financiers du Programme.

En ouvrant les travaux, le président du CNOP, M. Gilbert Didier Edoa, Secrétaire Général du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) rappellera l'importance du rôle des membres du Comité ainsi que l'immensité de leurs responsabilités. Il soulignera que l'année 2015 se présente comme une année de transition entre la phase 2 et 3 sur financement IDA (International Development Association), mais aussi une année de poursuite des actions engagées sous financement C2D notamment les investissements dans le secteur agricole, la poursuite des activités de la composante REDD+ et du projet de radios communautaires.

En se félicitant de l'avancement du processus de préparation de la 3e phase avec la Banque mondiale, il indiquera que le principal point d'attention reste la question du financement de la 3e phase. Le PNDP devant intervenir dans les 31 communes d'arrondissement en Phase III, les besoins immenses mis en exergue par le processus participatif, situent « dans une hypothèse optimale » les besoins du PNDP à 221 milliards de FCFA. La Banque mondiale s'étant déjà engagée à hauteur de 70 milliards FCFA, la recherche de financement additionnel interpelle au premier chef les membres de l'auguste Comité. S'en est suivi un huis clos qui a permis aux membres du CNOP composés d'une dizaine de Secrétaires Généraux de ministères, des partenaires techniques et financiers, des maires et de la société civile de plancher sur la validation du rapport d'activités de l'exercice 2014 et le projet de budget 2015. Au sortir des travaux, le plan de travail et budget annuel a été validé. Un budget qui devrait permettre d'atteindre la vitesse de croisière dans les activités financées sous fonds C2D, notamment le volet agricole, les projets REDD+ et radios communautaires.

On note également dans ce budget le respect d'une recommandation portée en 2014 et visant à ramener le pourcentage de la composante 3, Coordination, gestion, suivi-évaluation et communication à moins de 15%. ◆

Banque mondiale

L'appel à plus de participation citoyenne au niveau local

Un séminaire a réuni différents acteurs sur les questions de contrôle citoyen et de participation au développement dans les collectivités territoriales décentralisées du Cameroun du 14 au 15 janvier 2015 à Yaoundé.

La Banque mondiale dans le cadre du programme de gouvernance «*Governance Partnership Facility*» a organisé un brainstorming du 14 au 15 janvier 2015 au Cameroun. Il s'agissait de faire un bilan sur les questions de transparence, de redevabilité dans les rapports Etat-Collectivités territoriales décentralisées-Citoyens. Il était aussi question de scruter l'incidence des actions des différentes parties sur la qualité du service public. Y ont pris part, des acteurs de la société civile, des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des programmes de développement gouvernementaux ainsi que des partenaires techniques et financiers internationaux.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) qui bénéficie des financements de la Banque mondiale a présenté l'un des outils qu'il a mis en place pour vérifier la perception que les populations locales ont des services et infrastructures réalisées dans leurs localités. Il s'agit de l'approche « *Citizen Reporting Card* » connu sous l'acronyme SCORECARD. Le système présenté par M. Alphonse Boyogueno, Responsable National Suivi-Evaluation à la Cellule Nationale de Coordination est une plateforme informatique permettant au citoyen de porter son regard sur les services de base de sa commune.

L'expérience pilote a été analysée au cours de l'année 2014 avec des résultats variés dans chacune des 10 communes sélectionnées dans les 10 régions du pays. Les populations ont ainsi eu l'occasion d'apprécier la qualité du service public dans les secteurs de l'eau, de la santé et de l'éducation. Ce processus, qui est une retombée de la Phase II du PNDP répond à une exigence du caractère participatif de son action qui sera à terme mesuré par « le nombre de communes disposant d'un mécanisme de contrôle citoyen de la gestion des subventions apportées à sa commune ».

D'autres acteurs ont orienté leurs exposés sur les mécanismes du budget participatif. Partie de Porto Alegre en 1989, cette approche est implémentée au Cameroun par des partenariats entre certaines communes et des organisations de la société civile. L'Alliance Camerounaise pour le Budget Participatif et la Finance Locale a présenté les impacts de cette approche au niveau national. Depuis 2003, 94 communes sont engagées dans ce processus pour une participation populaire se situant à près de huit millions d'habitants. Toujours dans ce domaine qui touche aux finances publiques locales, M. Charlie Martial Ngounou a entretenu l'assistance sur le Progiciel de gestion comptable SIM_ba qu'il étend sur l'ensemble du territoire camerounais grâce au soutien de l'Association Internationale des Maires Francophones et le PNDP sous la supervision du Ministère des Finances.

Du côté de l'administration publique, M. Louis Roger Fankam Djoumessi, délégué départemental du MINEPAT dans le département du Koung-Khi a tiré les leçons d'une planification participative entre septembre 2006 et Mai 2013. L'ensemble des projets inscrits dans le Budget d'Investissement Public était issu des Plans communaux de développement mis en place dans la commune par les populations et un organisme d'appui local sous le contrôle du PNDP. De telle sorte qu'en 2014, à son nouveau poste d'affectation dans le département des Bamboutos, 35 et 45 projets définis par les populations, ont été respectivement considérés sur les 96 et 83 inscrits dans le budget d'investissement public respectivement en 2014 et 2015. Et de poursuivre que dans le cadre du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) du même département, les quatre projets recoupant les aspirations des populations ont été exclusivement retenus durant l'exercice 2014 avec une enveloppe financière de 264 millions FCFA.

Pour corriger certaines limites inhérentes à une telle opération, M. Abouem à Tchoyi, ancien Secrétaire général de la Présidence de la République, et modérateur des travaux à rappeler l'importance de l'implication des populations locales en ces termes : « le monde va mal non point parce que les hommes font mal mais parce qu'ils laissent faire ». ◆

René Bertrand Nguoko

Back from the brink

Excitement, joy, gaiety and piety converged January 30, 2015 at the home of Mr. René Bertrand Nguoko, accountant at the North West Regional Coordination unit of the PNDP. The latter held a thanksgiving service in the company of his family, friends and a strong delegation led by Mrs. Marie Madeleine Nga, National Coordinator of the PNDP. There was enough reason to give God thanks. It is worth recalling that on December 16, 2014, Mr. Nguoko, who had taken a short break from the office, found himself under the rubble of a section of the wall of a restaurant that had been brought down by a vehicle that ended its mind-numbing dash there.

The numerous fractures, including four in the waist, detected at the Bamenda Regional Hospital called for an evacuation to the Yaoundé Central Hospital and then to the city's General Hospital for a series of surgeries. Only a miracle from God could allow him to regain the use of his limbs. It was to show him all their support that many people undertook the trip to Bamenda. In his address to his guests he said he wanted to, through the thanksgiving service, look up to the Lord to say thank you for all what He did for him, his family and all those present. Following him, the family head emphasize the need to give thanks to God for all the miracles his younger brother has lived; from his extraction from the rubble to his rapid rehabilitation, through the operation performed on his triple pelvic fracture without proper equipment. The National Coordinator sounded a similar chord insisting she was not there as a coordinator but had come to show support in the face of this divine miracle. Long live Mr. Nguoko who came back from the brink. ◆

Communication

La décentralisation à la télé avec le PNDP

L'initiative est contenue dans un concept : « Gouvernance Locale ». Une émission diffusée sur les ondes de la télévision nationale pour présenter les réalités de la décentralisation et du développement local au Cameroun.

Il n'y a pas eu de temps d'imprégnation pour parler de la décentralisation, du développement local ou encore de la gouvernance locale au Cameroun à la télé. La première série des trois émissions diffusées et rediffusées sur la CRTV, chaîne de télévision à capitaux publics au Cameroun est allée sur les questions concrètes. « La maîtrise d'ouvrage communale » était le thème sur lequel Lazare Etoundi, journaliste, a amené les intervenants à faire étalages des réalités tirées de leur expérience respective en matière de développement local. Un panel constitué de Marie Madeleine Nga, Coordonnateur du PNDP qui a des partenariats avec 329 communes à l'échelle nationale, Flaubert Djateng, le Coordonnateur de Zenü Network, un réseau d'organisations de la société civile dans la région de l'Ouest, Antoine Amie Assouh, maire de la commune de Ngoumou et Matthieu Belinga Iwaha, maire de la commune de Ngambe Tikar. Ils ont échangé durant près d'une heure sur l'ensemble des connaissances et des données indispensables pour faciliter une exécution correcte des missions et projets des collectivités locales dans le contexte de décentralisation en cours au Cameroun. Les téléspectateurs ont pu comprendre les grands aspects relatifs aux marchés publics, la relation entre l'exécutif communal et les services techniques de la commune, les éclairages sur l'importance des ressources conséquentes dans la réalisation des ouvrages durables. Sans oublier la place des acteurs clés que sont le conseil municipal, le secrétaire général de la mairie et les populations.

La seconde émission a porté sur la prise en compte des minorités dans les stratégies et projets de développement dans les municipalités du pays. Les éclairages et les avancées de cette exigence constitutionnelle ont été présentés par des acteurs de l'administration camerounaise représentée par Georges Nkami, Spécialiste Socio-Environnemental au PNDP et à nouveau Mathieu Belinga, le maire de Ngambé Tikar.

Joignant les paroles aux actes, la 3ème émission de cette première série a porté sur les modalités de gestion des finances locales. Un exercice où excellent Emmanuel Elimbi, Responsable Administratif et Financier au PNDP et Charlie Martial Ngounou, Expert de ces questions pour le compte de l'Association Internationale des Maires Francophones. À leurs côtés Pauline Eyebe, expert en développement local et Gilbert Soffo de Zenü Network. Ce panel a remonté les opportunités et relevé les écueils des finances locales tant sur le plan théorique que pratique à partir des règles générales applicables aux communes, de la loi portant régime financier de l'Etat. Mais le plat de résistance a été celui sur la loi du 15 décembre 2009 sur la fiscalité locale. ◆

« Gouvernance Locale »

Demandez votre programme

Après la première série de trois émissions, le PNDP continue à offrir aux téléspectateurs de la CRTV, la télévision publique du Cameroun, des émissions plus alléchantes.

Le rendez-vous doit désormais être inscrit dans des agendas selon les responsables du Programme National de Développement Participatif en service à la Coordination Nationale à Yaoundé. Le programme continuera à être diffusé le 2ème Jeudi de chaque mois et rediffusé une semaine plus tard. Cela tient aussi à la qualité des échanges que l'émission entend garder grâce au partenariat entre PNDP-Zenu Network qui sont les co-producteurs de l'émission. L'équipe de production a pris note de toutes les critiques et réactions des téléspectateurs et autres experts en communication, en décentralisation, en développement local et en gouvernance locale.

C'est la raison pour laquelle, l'on note une évolution majeure sur les trois émissions de la seconde série en cours de diffusion. Après Ngoumou dans la région du Centre, l'équipe de production s'est dirigée à Bafoussam dans la région de l'Ouest.

« *Coopération décentralisée* » c'est le thème qui a été servi en ouverture de cette seconde série. Il était question de comprendre les interactions entre des collectivités territoriales décentralisées dans les relations internationales qui jusqu'ici sont de faible densité, surtout en ce qui concerne la coopération Sud-Sud. Emmanuel Tagne Ngeko, maire de la commune de Bafoussam II, Bruno Daniel Nkandjo, Coordonnateur régional du PNDP dans la région du Nord-Ouest et Elvis Tangwa Sa'a, Coordonnateur de Knowledge for All, une organisation de la société civile basée à Mbouda, ont entretenu les téléspectateurs sur le avantages d'une action internationale des communes tout en relevant certaines limites inhérentes à l'environnement camerounais.

La seconde émission de cette deuxième série est revenue sur l'exercice des compétences transférées depuis 2010. Frédéric Bandon, Coordonnateur Technique chargé des Infrastructures du PNDP était sur le plateau avec Barthelemy Kom Tchuenté, expert en décentralisation et ancien cadre de la communauté urbaine de Douala, et Donatus Njong Fonyuy, maire de la commune de Kumbo dans la région du Nord-Ouest.

Un panel tout aussi riche composé d'acteurs pétris d'expérience dont Immaculate Eni Tembon, Coordonnatrice régionale Ouest du Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local de la coopération allemande au Cameroun (PADDL-GIZ) et Mme Béatrice Tebe, maire de Bengwi. L'une et l'autre feront valoir les efforts à faire au sein de la société pour accroître la place de la femme en matière de développement local.

Le but final : prêcher par l'exemple afin de lever les stéréotypes concernant les rôles respectifs de l'homme et de la femme dans le développement local. ◆

Etat de mise en œuvre du PNDP au cours de l'année 2014

L'année 2014 a été une période transitoire entre la 2ème phase et la 3ème phase du Programme sous financement IDA. Le Plan de Travail et Budget du Programme de 2014 prévoyait la finalisation des activités sur fonds KfW suite à la clôture dudit Don, la liquidation des engagements réceptionnées au 30 novembre 2013, suite à la clôture du Crédit IDA. Le PTBA 2014 prévoyait également le démarrage effectif des activités sur financement C2D de 2ème génération notamment le financement des microprojets agricoles et les activités liées au REDD+ et à la mise en place et l'appui aux radios communautaires.

De manière spécifique, il était prévu pour l'année 2014, l'actualisation des Plans Communaux de Développement (PCD) de 140 communes du PNDP-I; la mise en œuvre de 764 nouveaux microprojets et le suivi de l'exécution de ceux démarrés les années précédentes.

Le bilan succinct des activités réalisées au cours de l'année 2014 se présente globalement ainsi qu'il suit :

Dans le secteur « Eau et assainissement », le PNDP a amélioré les conditions de vie de 737 100 personnes à travers la construction de **1 457 points d'eau et 524 latrines.**

Dans le secteur de l'éducation, le PNDP a amélioré les conditions d'éducation de 44 340 personnes à travers la construction et l'équipement de **739 salles de classe et 13 710 tables-bancs.**

Dans le domaine de l'électrification, le PNDP a amélioré les conditions de vie de plus de 40 000 ménages à travers l'extension du réseau électrique sur **40,37 Km dont 12,46 de moyenne tension et 27,91 de basse tension.**

Dans le domaine de la santé, l'accès aux soins de meilleure qualité a été amélioré pour 428 925 personnes à travers la construction et l'équipement de **28 Centres de santé.**

Dans le domaine des transports, 18 villages constitués de 25 873 ménages ont été désenclavés à travers l'aménagement ou la réhabilitation de **306,4 Km de route et la construction de 5 ponceaux, 2 radiers et 3 dalots.**

Dans le domaine des infrastructures marchandes, le PNDP a contribué à développer l'économie locale à travers la construction de **26 hangars et 368 comptoirs, 144 boutiques, 15 magasins** de stockage dans les marchés.

Élaboration des PCD

Le processus d'actualisation des PCD a été finalisé dans la majeure partie des communes de la première vague. Le tableau ci-dessous présente le statut des PCD par région.

Tableau N°1 : Situation du processus d'élaboration PCD/actualisation des PDC

Nature du processus	Niveau avancement	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Actualisation	Validé par le Préfet	7		3						2		**12**
	Approuvé par le COMES	4	17				5		11	12		**49**
	En cours d'élaboration	7	28	20			9		19	5		**88**
	Total Actualisation	18	45	23			14		30	19		**149**
Elaboration initiale	Approuvé par le COMES									1		**1**
	Validé par le Préfet	3	19	24	31	23	7	31	10	5	25	**178**
	Total Elaboration	3	19	24	31	23	7	31	10	6	25	**179**
Total général		**21**	**64**	**47**	**31**	**23**	**21**	**31**	**40**	**25**	**25**	**328**

Tableau N°2: Financement de l'élaboration PCD/actualisation des PDC par bailleur

	AD	CE	EN	EST	LT	NO	NW	OU	SU	SW	TOTAL
IDA	9	42	34	31	23	14	31	22	25	25	**256**
C2D	12	22	13			7		18			**72**
TOTAL	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	**328**

Études de faisabilité

Tableau N°3 : Situation des études de faisabilité

	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Etudes de faisabilité de microprojets	71	104	97	0	76	81	27	90	13	18	**577**

Recrutement et prise en charge des agents communaux

La situation des communes en termes d'agents recrutés est la suivante :

Tableau N°4 : Agents communaux

Situation des agents communaux	AD	CE	EN	EST	LT	NO	NW	OU	SU	SW	TOTAL
AGENT DE DEVELOPPEMENT											
Poste pourvus	21	58	45	31	21	20	30	34	19	22	**301**
Poste vacant	0	6	2	0	2	1	1	6	6	3	**27**
AGENT FINANCIER											**0**
Poste pourvus	20	52	42	29	17	16	30	34	19	18	**277**
Poste vacant	1	12	5	2	6	5	1	6	6	7	**51**
TOTAL POSTES POURVUS	41	110	87	60	38	36	60	68	38	40	**578**
Nombre de communes	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	**328**

Le tableau ci-dessous donne une vue synoptique des microprojets depuis le début de la phase 2.

Tableau N°5 : Etat de mise en œuvre des microprojets

	Situation des Microprojets financés phase 1	Capitalisation phase 1	Situation des Microprojets financés fin 2013	Etat actuel des Microprojets financés en 2014	Total phase 2 et 2014	TOTAL GLOBAL
Nombre de microprojets	689	280	1 925	566	2491	**3460**
Passation des Marchés				216	216	**216**
En cours				321	321	**321**
Achevés	689	280	1 925	29	1954	**2923**
Montants microprojets	14 586 802 542	2 462 553 291	19 392 607 166	5 701 930 211	25 094 537 377	**42 143 893 210**
Passation des Marchés				2 176 001 635	2 176 001 635	**2 176 001 635**
En cours				3 233 780 208	3 233 780 208	**3 233 780 208**
Achevés	14 586 802 542	2 462 553 291	19 392 607 166	292 148 368	19 684 755 534	**38 527 297 899**

NB : Ce tableau reprend uniquement les microprojets d'infrastructures. Les microprojets de formation ne sont pas comptabilisés ici.

La répartition des microprojets selon le niveau de mise en œuvre montre que de manière globale 57 % des microprojets sont achevés.

Tableau N°6 : Répartition des microprojets par région selon le niveau de mise en œuvre

RÉGION		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Etat de mise en oeuvre	Achevé	290	299	213	239	250	147	228	130	92	166	**1954**
	En cours	7	59	68	56	39	21	35	6	7	23	**321**
	Non démarré	14	22	50	61	7	21	4	1	9	27	**216**
	Total	311	380	332	356	196	189	267	137	108	216	**2491**

Au 31 décembre 2014, l'état d'avancement des microprojets financés depuis 2010 peut être résumé par les graphiques ci-dessous :

Tableau N° 7 : Répartition des microprojets par bailleur

RÉGION	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total général
C2D	23	156	321	243	135	107	153	21	12	84	**1 255**
IDA	288	224	10	113	61	82	114	116	96	132	**1 236**
Total	311	380	331	356	196	189	267	137	108	216	**2 491**

Equipement des communes (matériels informatiques, GPS et motos)

Une acquisition de 150 motos à travers la centrale d'achat UNOPS a été effectuée distribuée aux communes en 2014. Avec ces acquisitions, toutes les 329 communes du PNDP disposeront d'une moto, ainsi que les Chefs Service d'Actions Sociales (SAS) des 31 communes concernées par les problématiques des peuples pygmées.

Tableau N°8 : Equipements

Nature de l'équipement	TOTAL
Motos	**359**
GPS	**328**
Ordinateurs	**328**

10e anniversaire du PNDP

Les marques d'une présence dans les territoires locaux

Près de 3460 microprojets réalisés dans les 329 communes partenaires du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Tous les domaines de vie sont concernés : l'éducation, la santé, l'hydraulique, l'électrification rurale, l'agriculture, l'élevage, la gestion durable des terres, l'aménagement des ponts, dalots et radiers. La liste pourrait être longue. Car, il faut prendre en considération le matériel de travail, de locomotion mis à la disposition des agents communaux par le PNDP. Certains de ces agents ont d'ailleurs pu développer leurs connaissances en matière de développement local grâce à l'implication énergique du Programme par le recrutement et la rémunération dégressive de deux Agents dans les communes, l'un en charge de Développement et l'autre en charge des Finances.

Cette action constitue les prémices d'une politique visant à définir les contours d'une fonction publique territoriale.

A ces actions s'ajoutent, entre autres, les séminaires de formation et de renforcement des capacités organisés depuis 2004 sur le territoire national. Le PNDP par différents partenariats internationaux a eu à réunir plusieurs experts africains sur des thématiques ayant trait à la décentralisation, au développement local et à la gouvernance locale.

L'action du PNDP a été revisitée du 4 au 12 décembre 2014 dans plusieurs localités du pays. Les partenaires techniques et financiers, ainsi que les membres du gouvernement ont pu voir les marques de la synergie mise en place dans les coins les plus reculés du pays. Les populations en redemandent, car le champ du développement est encore vierge sur certains territoires locaux. En attendant de répondre à toutes ces sollicitations, les différents temps forts de la célébration des 10 ans du PNDP sont là pour marquer l'histoire. Plus encore, nos reporters sont allés dans chacune des régions du Cameroun interroger les populations sur les actions du PNDP. Quelques projets phares sont présentés ici, à raison de 3 par régions. Il s'agit plus d'une mise en perspective des réalisations que d'un ordre de priorité. Les miliers de projets réalisés reposant sur la satisfaction d'un besoin précis exprimé par les populations locales. ◆

10e anniversaire du PNDP

Les acteurs du développement local dans le rond central

Les festivités marquant la célébration du 10e anniversaire du Programme National de Développement Participatif (PNDP) ont débuté le 06 décembre 2014 par un match de football au stade du complexe BEAC à Yaoundé.

Face à face, deux équipes avec d'une part le MINEPAT/PNDP et d'autre part les partenaires emmenés par un capitaine emblématique, Hervé Conan, Directeur de l'Agence Française pour le Développement (AFD) au Cameroun, partenaire financier de l'Etat camerounais à travers les fonds C2D dont une partie finance le PNDP.

C'est à 16h 15 qu'est donné le coup d'envoi de la partie et dès l'entame du match, on pouvait sentir la détermination des partenaires dont le capitaine qui évoluait au poste d'arrière latéral gauche ne cessait de booster ses joueurs. Une équipe assez dynamique puisqu'on y retrouvait l'AFD, le CEFAM, l'ARMP et les maires au rang desquels ceux de Mfou, de Ngoumou, de Matomb, entre autres.

Dans les gradins, on pouvait apercevoir, la représentante du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Mme Marie Julie Monkam Nitcheu, Inspecteur Général chargé de l'Evaluation du Fonctionnement des Services. A ses côtés, le Coordonnateur National du PNDP, les responsables de l'Agence Française de Développement, des supporters de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), l'inévitable fan club du PNDP. Le capitaine de l'équipe PNDP/MINEPAT, M. Georges Nkami, Spécialiste Socio-Environnemental du PNDP ne réussira pas, à trouver les clés de la victoire face à une équipe de Partenaires tactiquement et techniquement bien en place. Ces derniers feront trembler les filets du PNDP à trois reprises. Parmi les buteurs, on retrouve Atangana Christian du CEFAM, Dong Protais de l'ARMP, et Nyobe Nyobe, le maire de Matomb. Au final une bonne ambiance et un grand moment de cohésion, d'union, de relaxation loin des urgences quotidiennes.◆

10e anniversaire du PNDP

L'eau coule à la prison de Kondengui

Il s'agissait de la deuxième articulation des festivités marquant le 10e anniversaire du PNDP.

L'inauguration d'un système d'approvisionnement en eau potable a eu lieu à la prison centrale de Nkondengui le 11 décembre 2014. L'ouvrage est le fruit de la mobilisation de l'ensemble du personnel du PNDP, de la Cellule Nationale aux cellules régionales qui, dans un élan de solidarité et d'humanité a financé la construction de ce forage. Le but étant de contribuer à résoudre le problème d'eau potable qui accroit les risques de maladies pour les pensionnaires dans ce mileu.

Les travaux réalisés avec l'appui du Laboratoire National de Génie Civil (LABOGENIE), ont consisté en : la construction d'un forage de 60 m de profondeur équipé d'une pompe électrique immergée; la construction d'une superstructure en béton armé pour supporter la bâche de 5 000 litres pouvant se remplir 3 fois par jour ; la construction d'une aire de puisage avec 3 robinets ; la réhabilitation d'un forage équipé d'un château de 10 000 litres dont la bâche peut se remplir 2 fois/jour. Avec la réhabilitation d'un ancien forage construit par la Coopération Canadienne, la portée de l'intervention du PNDP situe à 35 000 litres d'eau par jour la quantité d'eau désormais disponible. Une action hautement saluée tant par le porte parole des pensionnaires de la prison de Kondengui que par le régisseur Medard Bomotoliga qui pense que «désormais, même en période d'étiage le pénitencier n'aura plus de problème ».

Dans le même sillage, le Coordonnateur National du PNDP, Mme Marie Madeleine Nga, invitera les uns et les autres à penser à la pérennisation de cet ouvrage.

Pour ce faire, dira-t-elle, et sans donner des leçons, « nous vous suggérons de mettre en place une équipe de gestion et de surveillance de cette infrastructure en vue de régler les dysfonctionnements et surtout de pouvoir les anticiper. Mon équipe vous assistera en temps opportun à la formation dudit comité ».

La cérémonie était rehaussée par la présence du sous préfet de l'arrondissement de Yaoundé IV, ainsi que la représentante personnelle du MINEPAT, l'Inspecteur Général de l'Evaluation des Services. Un geste de cœur du personnel du PNDP appelé à se perpétuer. ◆

10th anniversary

The National Coordinator enlightens media

A few hours after the inauguration of the borehole offered by PNDP personnel to the Kondengui Central Prison, the National Coordinator granted a press briefing at the National Coordinating Unit on December 11 at 3:00pm.

During this exchange, which brought together a wide range of broadcast and print media, it was occasion, beyond presenting PNDP to reporters, to take stock of the ten-year operation of this flagship program of the Cameroon government which like an advancing bulldozer has been clearing up the road to decentralization and local development.

From the PNDP's inception, after a period of maturation which lasted from November 2001 to 2002, a pilot phase spanned 2002 to 2004 in 10 municipalities; Poli, Guider, Mengang, Akono, Campo, Ma'an, Akom II, Kouoptamo, Koutaba and Foumban Rural. The pressmen were also told how the Program operates, how much funds were raised, results obtained, difficulties encountered, the key role of the tutelage, the collaboration of donors and partners, support from media and areas to be improved upon as well as prospects.

Thus, 104,37 billion FCFA was made available to the Program, 27,17 billion FCFA during the First Phase I and 77, 2 billion FCFA during the Second Phase. Beneficiary communities contributed 5, 44 billion FCFA. Donors include the Public Investment Budget, HIPC funds, the C2D, IDA, KfW, the beneficiary communities, JSDF and GEF. These funds led, among others, to the recording of the following results: the development/ updating of 329 communal development plans, the construction of 986 classrooms, 1924 potable water points, 60 integrated health centres, 465 km of rural roads, 80 crossings, medium voltage electrification over 102 km low voltage electrification over 83,8 km.

These therefore are 3513 micro-projects worth about 40 billion FCFA, according to a National Institute for Statistics study, which have improved the lives of over 2 million Cameroonians. Three other projects specifically have yielded significant results. The Pygmy Peoples Development Plans trained 144 traditional midwives, delivered 2,000 birth certificates and 1,500 national identity cards, the construction of 05 preschools and the distribution of 2,000 books during the first project.

Thanks to the Medicinal Plants Management Project, 59 medicinal plants management plans were developed and implemented, 800 medicinal plants were identified, 900 people were trained on the techniques of cataloging medicinal plants and 59 villages were included in the sustainable management of medicinal plants project.

With regard to the sustainable land management 293 micro-projects were carried out in four regions and the texts on the National Consultative Council for the Environment and Sustainable Development were finalized amongst others. Regarding capacity building, 838 procurement commissions were trained and 248 municipal employees were given training in budget management. 11 agreements were signed with sector ministries, while 17 others are being finalized. In the offing are numerous prospects including financing micro projects hinging on agriculture in order to boost the economy in the 10 regions, the implementation of a REDD + component in five municipalities in the country, the creation of 12 communal radios and rehabilitation of 13 others, the pursuit of the implementation of the SIM_ba software in 163 municipalities and the preparation of the third phase of the Program under IDA funding. ◆

10e anniversaire du PNDP

Le PNDP fait une halte à Mfou

Les retardataires ont dû courir après le bus qui attendait depuis 05h 45 devant la Cellule Nationale de Coordination du PNDP, sise à la nouvelle route Bastos.

C'est à 06h 15 que le départ avait été fixé pour prendre la direction de Mfou où devait se tenir la marche sportive constituant la quatrième articulation des festivités marquant la célébration des 10 ans du PNDP. Il est donc 7h lorsque le personnel du PNDP, du MINEPAT, de la mairie de Mfou et quelques représentants de partenaires se retrouvent à la place des fêtes de Mfou. Sous la conduite d'un enseignant d'éducation physique, tous les protagonistes commenceront par des exercices de mise en forme, notamment l'aérobic.

Concentration notable du Préfet de la Mefou et Afamba, de l'Inspecteur Général de l'Evaluation des Services du MINEPAT, du Coordonnateur National du PNDP. A 7h 30 le cortège s'ébranlera sur un itinéraire de près de 5 km qui va de la salle des fêtes de la mairie de Mfou à la préfecture en passant par le lycée technique et le palais de justice.

Un parcours éprouvant, choisi à dessein, car il n'est pas sans rappeler la longue marche qui aura été celle du PNDP pour en arriver là. De la résistance, il en aura fallu tant pour le PNDP au cours des 10 années de mise en œuvre, que pour la centaine de marcheurs présents. On pouvait également lire avec surprise et émerveillement quelques fanions arborés par les populations de la communes disant merci au PNDP pour son engagement aux cotés des populations rurales. Cinq kilomètres n'auront pas usé les souliers, mais les muscles et le physique de certains marcheurs pris en charge par l'équipe médicale. A la fin de la marche, le maire Roger Belinga offrira un repas à tous ses invités tout en remerciant le PNDP d'avoir choisi la commune de Mfou et en se félicitant de la fructueuse collaboration qui lie la commune au Programme. Laquelle s'est traduite par de nombreux projets qui font la fierté des populations. Roger Belinga avouera d'ailleurs, qu'en tant qu'homme politique, il aura su exploiter les résultats obtenus avec le PNDP pour sa réélection comme maire. Même son de cloche du coté du Préfet qui invitera le PNDP à poursuivre les nobles missions que le gouvernement lui assigne.

C'est au pas de course que le repas est pris. L'après midi étant consacré au vernissage d'une exposition au Hilton Hôtel de Yaoundé, sous la présidence du MINEPAT. ◆

10th anniversary

PNDP's strides in pictures

A photo exhibition of PNDP's successes at the Yaounde Hilton Hotel sealed events marking the 10th anniversary of the Program.

It is with a photo exhibition at the Hilton Hotel on December 11, 2014 that the National Community-Driven Development Program ended the series of events that began on December 4, 2014. The ceremony was chaired by the Minister of Economy, Planning and Regional Development, Mr. Emmanuel Nganou Djoumessi. He was accompanied by the Director of Operation at the World Bank in Cameroon, Mr. Gregor Binkert and many other officials including mayors.

After civilities punctuated by speeches from Minister Nganou Djoumessi, the Director of operation of the World Bank, the National Coordinator of the PNDP, guests were served a twenty-six minute documentary on the PNDP's successes in the Far North within the framework of a KfW funding scheme which ended in 2013. The president of United Cities and Towns of Cameroon and Mayor of Mbalmayo, Mr. Zang Mba, received a trophy in the name of the winners of the football match of December 6, 2004.

The photo exhibition proper began with the presentation of the PNDP's successes presented in the hundreds documents distributed to guests. In these documents were samples of Communal Development Plans in the ten regions, the different charts of projects, guides produced for councils and local management commissions for watching over projects realized, numerous studies, manuals for local development planning in English and French, four references for state and local conventions, two methodological guides for local planning, five guides on the promotion of local economies in English and French.

Two editions of guides for actors involved in the award and execution of contracts in council areas, a study on local fiscal reforms and financial operations in decentralized territorial units, a study evaluating the need for personnel in councils in view of creating a model of required communal staff and in very good standing the fifth issue of the quarterly publication Les Echos du PNDP.

The ten photos being exhibited were also explained; eloquent testimony of how diverse the PNDP's successes are in the ten regions. From parking space built for heavy duty vehicles in Tongo Gadima in Ngoura in the East region to a potable water stand tap in Meyomessala, recently handed over to Camwater, guests were edified.

For many, government's efforts through the Program in making the lot of people in rural areas better could be measured. For lack of space, the thousands of projects carried out by the Program could not be exhibited. But at least with the most outstanding projects one could feel and place a finger on the diversity of the Program's deployment. ◆

10 ans de mise en œuvre du PNDP : quel bilan ?

Le sentiment d'un devoir accompli

Mme le Coordonnateur, quel est le sentiment qui vous anime au moment où vous célébrez le 10e anniversaire du PNDP?

C'est un sentiment de devoir accompli quand nous prêtons attention aux retours qui nous viennent des bénéficiaires, exécutifs communaux et populations à la base, au sujet de nos interventions. C'est aussi un sentiment de détermination à aller plus loin encore dans l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est également un sentiment de gratitude envers le Gouvernement pour l'honneur qui nous a été fait de conduire jusqu'ici cet ambitieux projet. C'est enfin un sentiment de reconnaissance à l'endroit de notre tutelle pour l'accompagnement constant, patient, éclairé et renouvelé du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Par rapport à vos objectifs de départ, êtes-vous satisfaite des résultats que vous avez obtenus ?

Si l'on s'en tient aux objectifs assignés au PNDP en rapport avec les moyens dont il a été annuellement doté, il y a de bonnes raisons d'être satisfait. C'est, si l'on en croit les bailleurs, un projet qui réussit à apporter satisfaction au gouvernement, aux partenaires au développement et aux bénéficiaires. Mais plus les résultats positifs sont engrangés mieux nous notons l'immensité de besoins qui existent et qu'il faut adresser pour que nos communes portent l'émergence du Cameroun à la base.

Sur 360 communes, le PNDP n'a pu intervenir que dans 329. Pourquoi ?

Lorsque le PNDP est officiellement lancé le 04 décembre 2004, la mission qui lui est assignée restreint son champ d'action aux zones rurales. Cette mission est d'améliorer les conditions de vie des populations en zones rurales, en leur donnant les moyens d'une participation effective au processus de développement, et en impulsant des actions concertées et inscrites dans la durée.

Toutefois, à la faveur de certains ajustements au niveau du Gouvernement devant les revendications des communes d'arrondissement, le MINEPAT nous a instruit de procéder, au cours de la troisième phase, tout au moins à l'élaboration du Plan Communal de Développement des 31 communes restantes. Ce qui n'est déjà pas rien, si l'on considère que le PCD est, pour les communes, un document de planification, de programmation et de négociation.

S'il vous était donné de dresser le bilan rapide de vos réalisations pendant 10 ans, que retiendrez-vous ?

D'après une étude de l'Institut National de la Statistique, les 3513 microprojets réalisés à environ 40 milliards de FCFA ont permis d'améliorer les conditions de vie de plus de 2 millions de Camerounais vivant en zones rurales.

Les principaux résultats enregistrés au cours de ces 10 années de mise en œuvre du Programme sont, entre autres, l'élaboration et/ou l'actualisation de 329 Plans Communaux de Développement, la construction de 739 salles de classe, 1457 points d'eau, 28 Centres de Santé Intégrés, 306 km de pistes rurales et de 10 ouvrages de franchissement, 12,46 km de Moyenne tension et 27,91 km de Basse tension.

Je dois souligner que certains projets et opérations spécifiques ont permis d'obtenir des résultats complémentaires, notamment le Plan de Développement des Peuples Pygmées qui, en plus de faciliter l'enregistrement à l'état civil de ces compatriotes et d'améliorer les conditions de leur accouchement, travaille à créer une élite capable de servir de moteur et de modèle à d'autres pygmées. Actuellement nous avons accompagné la formation de 5 instituteurs en attente d'insertion à la fonction publique et 7 aides soignants en stage dans des centres de santé.

Quant au Projet de Gestion des Plantes Médicinales, il a permis de former 900 personnes aux techniques d'inventaires des plantes médicinales et 800 plantes ont été répertoriées pour ne pas perdre cet important patrimoine. De même, le Projet de Gestion Durable des Terres et des Systèmes Agro-Sylvo-Pastoraux a permis de mettre en œuvre 293 microprojets dans les régions du Nord, de l'Adamaoua, du Centre et de l'Ouest.

Ces réalisations sont complétées par l'amélioration des recettes propres des communes, suite à deux actions phares, l'appui au recrutement et à la rémunération dégressive de 578 agents communaux de qualité, et la modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des communes avec l'implémentation dans 163 communes du logiciel SIM_ba, offert par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF). De même, les capacités d'intervention et de suivi des communes ont été renforcées à travers l'octroi de 360 motos de marque Yamaha AG100 destinées aux 329 communes cibles et 31 Services d'Action Sociale chargés de la mise en œuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées. En outre, 329 ordinateurs complets et 329 GPS ont été distribués aux communes.

Par ailleurs, le PNDP a contribué de manière significative au renforcement du cadre législatif et réglementaire de la décentralisation, avec le financement d'une étude dont les résultats ont servi à la prise de 2 lois : la loi 2009/011 du 10 juillet 2009, portant régime financier des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et la loi 2009/019 du 15 décembre 2009 portant fiscalité locale des CTD. Une autre étude sur l'évaluation des besoins en personnel communal en vue de l'élaboration d'un tableau type des emplois communaux a débouché sur l'Arrêté n°00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009, rendant exécutoires les tableaux types des emplois communaux.

Dans sa logique de renforcement des capacités des acteurs locaux, le PNDP a financé, entre autres, la formation de 838 commissions de passation des marchés placées auprès des communes et celle de 248 personnels communaux à la gestion budgétaire par le CEFAM en collaboration avec le PADDL/GIZ.

Le mode d'intervention du PNDP semble avoir évolué de la première à la deuxième phase. Que doit faire une commune aujourd'hui pour pouvoir bénéficier de vos appuis ?

Il faut rappeler que le PNDP est un outil du Gouvernement ayant un cahier des charges précis. Il s'inscrit dans une politique globale voulue par le Chef de l'Etat d'aller à une décentralisation effective, comme le stipule la Constitution. Seulement, il faut y aller avec méthode ; et celle retenue dans le cadre du PNDP, c'est un plan de couverture. C'est dire que de toute manière, tout le pays sera couvert mais par étapes. En première phase, seules 6 régions étaient concernées : Adamaoua, Centre, Extrême Nord, Nord, Ouest et Sud. Les régions de l'Est, du Littoral, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest ont rejoint la barque en 2010. De même, en première phase, seules 151 communes étaient concernées, tandis que dès 2010, elles sont passées à 329.

La première étape par laquelle passe une commune qui travaille avec le PNDP, est l'élaboration de son Plan Communal de Développement. Rien ne peut être envisagé tant qu'un Diagnostic de l'Institution Communale, un Diagnostic de l'Espace Urbain Communal et un Diagnostic Participatif Niveau Village n'ont été effectués. Car c'est en agrégeant

la somme des informations recueillies que toutes les parties prenantes ont une vue d'ensemble des besoins prioritaires des populations.

Dès que le Plan Communal de Développement est élaboré, l'on peut passer aux études de faisabilité des projets prioritaires retenus, mobiliser les fonds pour leur réalisation et suivre l'exécution des travaux y afférents.

Présenté ainsi, on pourrait croire que c'est nouveau, mais ça a été l'approche du PNDP depuis 2004. Toujours s'assurer qu'on a bien perçu les besoins des populations à la base est notre leitmotiv.

S'agissant du financement proprement dit, au cours de la première phase, le financement du PNDP était accordé aux communes par activité, c'est-à-dire que le Programme accordait son financement aux communes sur la base des microprojets retenus d'accord parties. Je veux dire que le volume des financements accordés aux communes était déterminé par les activités que celles-ci pouvaient diligemment soumettre au PNDP. Pour la deuxième phase, par contre, dans un souci d'équité, une allocation sous forme de droit de tirage est accordée à chaque commune pour la réalisation des activités éligibles dans le cadre du PNDP : élaboration ou actualisation du Plan Communal de Développement, financement des microprojets, recrutement et rémunération dégressive des agents communaux financiers et de développement, etc.

La contribution des populations résidant dans la commune est-elle encore nécessaire en deuxième phase ?

En première phase, le PNDP appuyait les communes mais aussi les communautés. Seulement le premier bénéficiaire a un statut légal lui permettant de gérer les fonds publics ; ce qui n'était pas le cas des populations regroupées en associations au sein des communautés. Et puis, dès 2004, les principaux textes portant sur la décentralisation ont définitivement consacré la commune comme la plus petite unité administrative et le socle du développement. C'est donc tout naturellement que nous avons recentré nos interventions au niveau communal. Par conséquent, les seules contributions attendues pour le financement des microprojets depuis 2010 sont celles de la commune. A charge maintenant pour chaque maire d'impliquer ou non ses populations dans la mobilisation de la contribution de sa commune.

Plusieurs communes camerounaises naviguent encore à vue, sans Plan Communal de Développement. Quelle est l'importance de ce document ?

Le PCD est tellement multidimensionnel que je le définirais simplement comme un document qui matérialise la vision de développement de la Commune à travers un programme d'actions tenant compte des potentialités, atouts et contraintes locales. C'est dans ce document qu'est contenu le diagnostic des différents secteurs de développement que sont, entre autres, l'éducation, la santé, les travaux publics, les routes, l'accès à l'eau potable, l'électrification. Le PCD est donc ce document qui permet à la commune de découvrir son milieu de manière juste, de présenter un cliché de la commune sur la base duquel elle va définir ses axes de développement. Par ailleurs, c'est un document de coordination des actions de développement. Enfin, c'est un outil précieux de plaidoyer et de partenariat varié pour la commune.

Quelles difficultés majeures avez-vous rencontré sur le terrain au cours de ces 10 années ?

Les principales difficultés auxquelles nous avons fait face portent sur l'insuffisance des financements pour répondre à la forte demande en provenance des populations, en dépit des efforts soutenus du Gouvernement; l'implication encore insuffisante des sectoriels et des différents acteurs reste encore perfectible.

Le PNDP a jusqu'ici bénéficié des financements de la Banque Mondiale et du C2D essentiellement. En 2016, les fonds du C2D vont arriver à échéance. N'avez-vous pas de soucis pour l'avenir ?

Nous n'avons aucun souci à avoir. Le PNDP a été mis en place par la volonté affichée du Gouvernement et bénéficie de l'appui des bailleurs de fonds : Banque mondiale, Coopération française, Coopération allemande, Coopération japonaise... L'Etat injecte des fonds dans le PNDP au même titre que les partenaires au développement. S'il continue à le faire depuis 10 ans, c'est qu'il a de bonnes raisons et cela ne devrait pas changer à l'avenir.

Par ailleurs, nous sommes actuellement dans le processus de préparation de la troisième phase du Programme qui permettra d'obtenir, dès 2015, un nouveau crédit de la Banque mondiale pour quatre années encore.

Vous êtes sereine et confiante quand vous pensez à l'avenir du PNDP. Pour quelles raisons ?

M'appuyant sur les résultats du PNDP, la confiance de notre tutelle, le satisfecit des bailleurs de fonds, l'implication et la satisfaction des bénéficiaires, l'engagement des autorités administratives, je ne peux qu'être confiante quant à l'avenir du Programme. C'est pourquoi nous sommes résolument engagés dans les chantiers suivants : le financement des microprojets sous volet agricole, afin d'impulser une économie locale dans les 10 régions du pays ; la mise en œuvre d'une opération pilote REDD+ dans 5 communes du pays ; la création de 12 radios communales et la réhabilitation de 13 radios communautaires existantes; la poursuite de l'implémentation du logiciel SIM_ba dans les autres communes du pays; la mise en place d'un mécanisme de contrôle citoyen auprès des communes et la préparation de la troisième phase du Programme sous financement IDA.

Par ailleurs, vous avez comme moi suivi le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, en ouverture de la session parlementaire de novembre dernier, lorsqu'il évoquait les chantiers urgents de 2015 en matière de décentralisation. Il a insisté sur l'aboutissement d'un processus qui consacrerait la capitalisation des acquis du PNDP par la création d'une structure pérenne. ◆

Réalisations dans les régions - Centre

Eduquer, créer des espaces marchands et d'eau

Ces trois missions recoupent les réalisations phares du Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans la région du Centre.

Les deux salles de classes avec blocs latrines construits à Nkoteng, ont tout bouleversé dans le domaine de l'éducation de cette commune. L'école publique du village Andom n'avait rien de moderne avant 2013. Aujourd'hui les conditions de travail et d'apprentissage des élèves ont connu une nette amélioration. Entrainant une augmentation du taux de réussite en classe supérieure dans l'établissement du fait de la présence d'un cadre décent. La réduction du taux de déperdition scolaire, une augmentation de la population scolaire au sein de l'établissement du fait de l'engouement suscité auprès des parents d'élèves par la construction des nouvelles salles de classe.

Un regain de crédibilité de l'établissement aux yeux des parents d'élèves qui manifestaient une perte de confiance du fait de l'état de délabrement avancé des bâtiments en brique de terre qui existaient avant. Une réduction de la pratique du jumelage des classes, une augmentation de la capacité de places assises dans l'établissement par la mise en place des chaises et tables. Et au final, une amélioration de l'accès à l'enseignement primaire de qualité et des conditions d'enseignement du personnel enseignant.

Les 34 530 000 FCFA investis par le PNDP, sur financement IDA de la Banque mondiale ont eu véritablement un impact dans cette localité située dans le département de la Haute Sanaga. Quant aux latrines, elles participent à la promotion d'un environnement sain et ont fortement amélioré les conditions d'hygiène des élèves et des enseignants de l'école. La commune de Yoko peut également se targuer comme les 63 autres de la région du Centre sur 70 dans lesquelles intervient le PNDP d'avoir bénéficier de plusieurs réalisations, dont leur complexe commercial de 24 boutiques, une borne fontaine, un bloc de deux latrines et une unité de traitement de déchets.

L'espace commercial est construit grâce à une subvention de 86 621 135 FCFA du PNDP avec une contrepartie de la commune à hauteur de 15 286 083 FCFA. Plus de 100 millions FCFA donc qui ont permis un recul de plusieurs maladies d'origines hydriques. L'ouvrage est desservi par une route gravillonnée depuis 2010 par le Ministère du Développement Urbain pour une enveloppe de 120 millions de FCFA. Mais c'est davantage la situation géographique de ce lieu qui fait le bonheur des populations locales. En effet, la réhabilitation ou l'ouverture des routes rurales qui conduisent vers Nanga Eboko et Ngambé Tikar d'une part et celles des deux tronçons de la nationale N°15 qui mènent vers Ntui et Tibati donnent de Yoko, l'image d'une ville carrefour, lieu de convergence des peuples et d'échanges commerciaux.

En plus, ce complexe commercial qui jouxte les deux parcs nationaux du Mbam-et-Kim et Mbam-et-Inoubou, va accentuer les activités économiques grâce aux revenus tirés de l'écotourisme. Il était donc devenu urgent de construire une infrastructure où les touristes peuvent trouver des produits artisanaux. L'implication du PNDP dans cette zone se justifie aussi par le bitumage imminent de la Nationale N°15 sur financement de la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce qui permettra à la ville de Yoko de devenir un arrêt obligatoire pour les voyageurs. Débuté en 2012, la réception provisoire de l'ouvrage construit grâce au financement IDA de la Banque mondiale s'est faite en 90 jours plus tard.

Un autre projet phare retient l'attention dans la commune de Dzeng. Le point d'eau à motricité humaine à Dzeng village a changé les habitudes des populations. Avant le 21 janvier 2013, il n'y avait pas de point d'eau potable dans la localité. L'investissement de plus de 5 millions FCFA a amélioré les conditions d'hygiène et de salubrité des populations. Aujourd'hui, l'eau potable a entrainé la diminution des maladies d'origine hydrique. En plus de la quote-part tirée du financement IDA, la commune de Dzeng avait apporté une contribution de 277 500 FCFA. ◆

Réalisations dans les régions - Est

En plus du social, améliorer les recettes des communes

Dans la multitude des réalisations du PNDP dans la région de l'Est, riche en ressources naturelles, forestières et minières, les bénéficiaires citent volontiers celles des communes de Salapoumbé, Ndélélé et Ngoura.

Parking pour gros porteurs à Tongo Gadima, commune de Ngoura

La commune de Ngoura connait un enclavement réel dans son hinterland. Mais, sur de nombreux kilomètres, elle est traversée par le corridor Bertoua-Garoua-Boulaï en direction de la région de l'Adamaoua. La même route dessert aussi la République Centrafricaine. C'est sur ce tronçon que le PNDP a soutenu la commune dans la réalisation d'un microprojet à caractère économique. Il s'agit de la construction d'un parking pour gros porteurs à Tongo Gadima.

Avec pour mission le développement économique, ce projet vise aussi à réduire les accidents de circulation dus aux stationnements abusifs des camions gros porteurs au marché de Tongo Gadima. Coût du projet plus de 15 500 000 FCFA soit 13 179 000 FCFA venant du crédit IDA du PNDP, et 2 325 000 FCFA au titre de la contribution de la commune. Aujourd'hui, le projet constitue une source de recettes pour la Collectivité Territoriale Décentralisée. En même temps qu'il contribue à la sécurité routière sur cet axe où se relaient camions chargés de marchandises, de matériaux de construction, des bus de transport interurbain, les voitures de tourisme et les motos.

Toujours dans le volet du développement socio-économique, la commune de Ndélélé, traversée par une route non bitumée où se relaient des grumiers. Le PNDP y a facilité la construction d'un hangar de marché avec 50 comptoirs, six boutiques, un bloc latrines et cinq bacs à ordures au niveau du marché frontalier de Mbombété. Au-delà du volet économique, ce microprojet a permis à la commune de Ndélélé en particulier et au Cameroun en général de renforcer sa souveraineté dans cette zone frontalière avec la République Centrafricaine. Selon les responsables municipaux et administratifs, il s'agit du plus grand investissement de la commune au sortir de 2014. Coût du projet : plus de 35 millions FCFA. La commune au titre de sa contribution a versé dans la cagnotte, 5 355 810 F CFA. Le reste a été supporté par le PNDP sur crédit IDA. Aujourd'hui, l'on estime à plus de 3 000 personnes camerounaises et centrafricaines qui effectuent des échanges sur ce marché frontalier. Les commerçants camerounais ont la chance de bénéficier en priorité des boutiques et des comptoirs du marché.

Dans la commune de Salapoumbé, huit pompes à motricité humaine ont amélioré l'accès à l'eau potable. Le PNDP et la commune sont allés chez les minorités Baka. Notamment les campements de Mikel Etam, Koumela-Dissassoue, et celui de Tembe piste Mawa. Les autres localités bénéficiaires sont Lokomo Sebc petit quartier, Tembe piste, Momboue, Koumela et Ngolla 125. Ce financement C2D II à hauteur de 51 153 691 FCFA a permis au PNDP d'injecter 48 596 008 FCFA, le reste faisant partie de la contribution de la commune. Plus de 2 442 femmes et 923 enfants ont vu la pénibilité et le temps consacré à l'approvisionnement en eau se réduire. Avec pour conséquence, une réduction significative du taux de maladies hydriques dans les différentes localités. ◆

Réalisations dans les régions - Extrême – Nord

Redonner vie aux infrastructures de base

Les communes de Fotokol, Koza et Bourha retiennent l'attention par l'impact positif des infrastructures financées par le PNDP.

Le microprojet de réalisation d'une mini adduction d'eau potable à l'hôpital de district de Bourha a changé les habitudes de travail dans cette formation sanitaire. Sur financement C2D, il s'agit d'un champ captant constitué d'un forage équipé d'une pompe électrique immergée. La puissance est de 2,2 Kw. Le débit est de 3 mètres cubes par heure. Le château d'eau de 8,25 mètres cubes permet d'alimenter trois bornes fontaines. Une lumière par rapport à la situation de référence. Avant cette adduction d'eau, la formation sanitaire disposait de deux forages dont un fonctionnel et un autre en état de délabrement avancé. Cette situation rendait difficile d'une part le travail du corps médical, notamment la désinfection du matériel médical, et d'autre part la cuisson des aliments par les patients et gardes malades.

C'est en mars 2013 que conformément aux aspirations des populations, les soins de santé ont été améliorés et la préparation des bouillies enrichies pour les enfants mal nourris facilités grâce à l'eau potable. Les distances à parcourir à la recherche d'eau par les gardes malades sont réduites. Au total l'impact de l'ouvrage construit à hauteur de 21 733 675 FCFA touche près de 80 043 personnes dont 6 129 bénéficiaires directs. L'apport de la commune est de près d'un million FCFA, le reste supporté par le PNDP.

Impact similaire dans la commune de Fotokol où un bâtiment comprenant deux salles d'hospitalisation équipées de 10 lits complets, d'une salle de garde équipée et d'un bloc latrine à quatre compartiments a amélioré les conditions de vie des populations locales. Le financement mis à la disposition de la commune par le PNDP est issu des fonds C2D. La situation était critique jusqu'en novembre 2013. Des malades n'avaient de choix que de prendre leurs soins à l'air libre sous des arbres. La création d'un centre médical d'arrondissement dans la ville était censée résoudre ce problème d'engorgement des malades. Mais que non. Il ne disposait pas de bâtiments en dehors du pavillon mère et enfants non fonctionnel. D'où l'idée de construire de nouveaux édifices pour accueillir les patients.

Aujourd'hui, l'on estime le nombre de bénéficiaires à 70 000 personnes dont 22 362 en milieu urbain et 47 638 en milieu rural. Avant la réalisation des travaux, la commune de Fotokol, a posé plus de 2 millions FCFA sur la table et le PNDP a porté cette somme à 29 959 860 FCFA, rendant possible une maîtrise des maladies endémiques, épidémiques, hydriques. Les populations dépensent moins du fait du coût de transport réduit à cause du rapprochement par rapport au centre de santé et la pharmacie.

Une économie substantielle pas très éloignée de l'impact d'un ouvrage de franchissement construit dans la commune de Koza. Long de 38 mètres et large de 5 mètres, sur le Mayo Kilda, l'ouvrage vient à nouveau de faciliter la circulation des hommes et des biens. Car avant le 15 janvier 2014, l'on notait régulièrement l'interruption du trafic à ce point à cause de la montée des eaux. Les aventuriers se retrouvaient noyés dans le courant du Mayo en saison de grandes pluies. Un véritable obstacle pour le développement d'une activité économique.

Il s'agit d'un point de ralliement pour une population estimée à 21 663 habitants : 12 670 habitants de Koza, 1 893 habitants de Mbardam, 2 485 à Maltamaya Gaïvekeda, et 4 615 citoyens de Kilda. L'ouvrage a nécessité un montant de 37 341 175 FCFA. La commune a apporté en espèces 3 734 109 FCFA et le reste provient de la contribution du PNDP. Ce qui a permis un désenclavement des villages Kilda, Mbardam et Maltamaya. Pour les écoliers de l'école privée catholique de Kilda, le parcours est devenu praticable aussi bien en saison sèche qu'en saison pluvieuse, celle de tous les risques sans ce radier. Pour assurer l'entretien de l'ouvrage, un Comité de Gestion veille au quotidien à la maintenance du microprojet livré depuis mars 2014. ◆

Achievements in the regions - Adamawa

A breath of fresh air for thousands

24,282 lives have been touched in this region by four of the most outstanding micro projects realized thanks to PNDP's partnership with councils.

15,000 people in the Mbé area saw their lives changed when a rural electrification project covering 7.96 kilometres lit up their communities. Thanks to Highly Indebted Poor Countries Initiative (HIPC) funding worth 100,856,549 FCFA provided via PNDP, a high-powered generator was acquired and installed lighting up 1,500 homes and four additional neighbourhoods by September 2008. Public service delivery in facilities like schools, hospitals and health centres where activities had hitherto been hampered by lack of electricity were also revived. Economic activity flourished in the municipality and the Council witnessed a corresponding increase of its revenue. The community-driven project which received unflinching support from the grassroots people worth 5,527,155 FCFA helped usher in the change Mbé wanted so badly.

In Meignanga, 29 shops, and four toilets built in the municipality's market optimized communal revenue and tax returns. At least 5,000 people had been at risk because they bought goods for consumption in unhygienic conditions. The unhealthy conditions under which vendors sold their goods became a thing of the past when the new market was officially handed over to the community in September 2011. In total the project was worth 64,065,907 FCFA. The PNDP through C2D funding propped the initiative with the sum of 54,456, 021 FCFA. The Meiganga Council brought in the sum of 9,609,886 FCFA.

Another very lofty initiative this time around in Fada, still in the Meiganga Council area that began in June 2008 and ended in June the following year preached and spread the benefits of fodder cropping within the community's participatory planning unit. The skills from which some 2,165 people benefitted resulted in a drop in the rate at which pasture lands where degraded and there was a welcome revival of a previously waning livestock industry. More precisely, fodder for animals not only increased but was available throughout the year. The excruciating practice of transhumance practiced by breeders was reduced in favour of a more modern and less tiring system which also staved off agro pastoral conflicts. Through the micro project which cost 4,414,100 FCFA, Fada has become the main supplier of fodder in Meiganga. PNPD provided 3,973,100 FCFA as support for the micro project which covered a four-hectare swathe of land. Meanwhile, Sioutéré, Bonjong, Laïga, Marza and Bamyanga all in the Ngaoundere I municipality are noted for their reach agricultural yields. But the existing crossing over the Mayo Tapare River held back most of the produce especially in the wet season. For the over 2,121 people living in those areas that would change when the PNDP pumped in 25,711,514 FCFA being funds from the IDA to finance the building of a culvert over the river. With the people contributing 1,353,238 FCFA their wish came true in August 2013. ◆

Réalisations dans les régions - Nord

Les infrastructures sportives et d'élevage en lumière

Ces investissements du PNDP dans les communes de Pitoa, Madingring et Mayo Oulo retiennent l'attention au bout de plusieurs années d'investissements divers.

Investir dans les sports et loisirs. Le PNDP l'a fait dans la commune de Madingring située dans la région du Nord Cameroun. Pour un montant de plus de 52 millions de FCFA du Programme et 5 886 522 FCFA venant des caisses de la commune en guise de contribution, la tribune est sortie de terre au stade multisports de la municipalité. L'ouvrage a une capacité de 1000 places assises, deux bureaux, deux vestiaires, un bloc latrine à six cabines. Des arbres ont également été plantés sur les abords du stade.

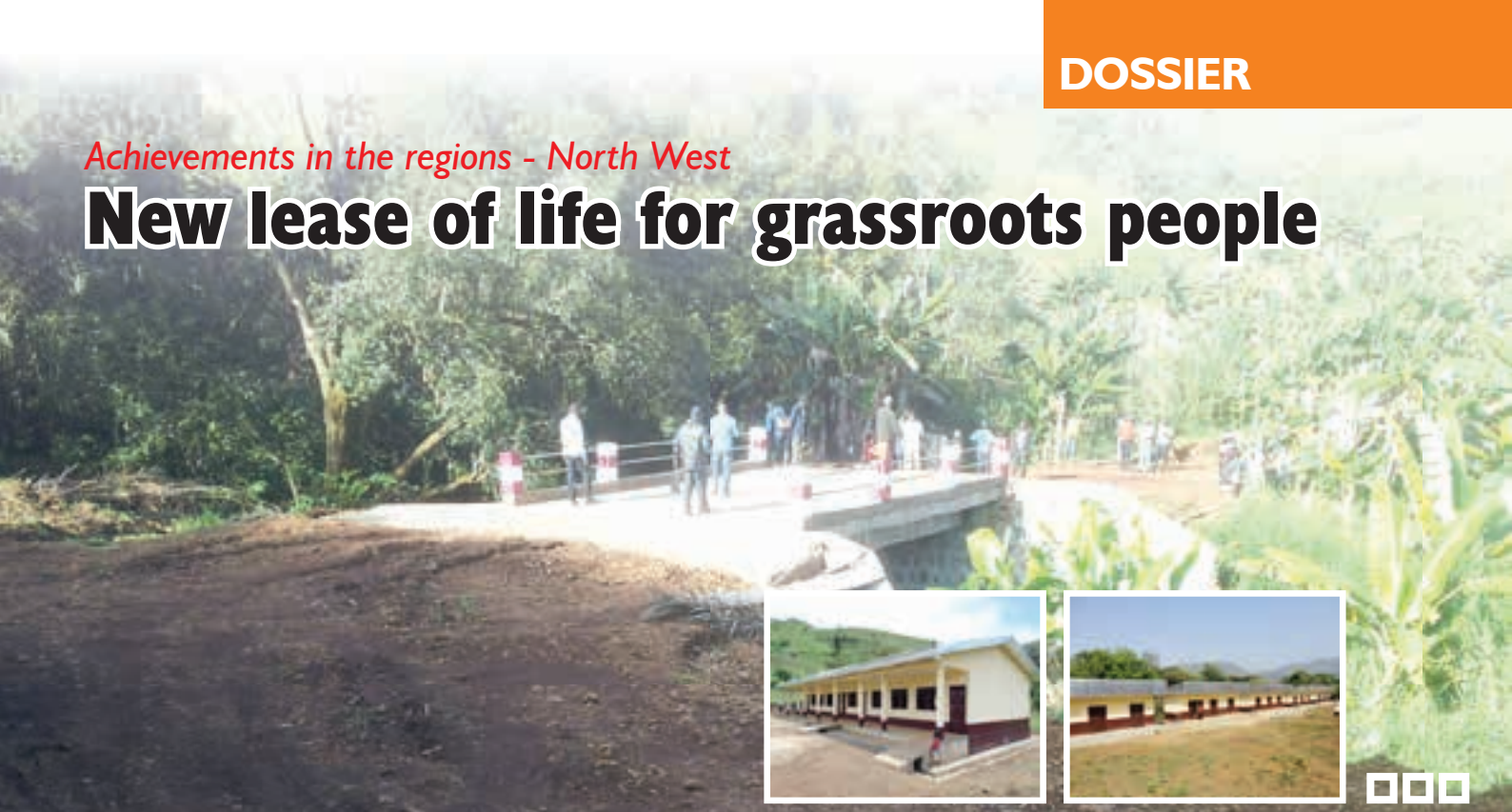
Concernant son usage, les populations parlent d'un ouvrage qui va au-delà des impacts escomptés. En effet, le lieu abrite désormais toutes les manifestations administratives, politiques, sportives et culturelles. Les populations en provenance des villages frontaliers avec le Tchad sont également présentes dans ce lieu moderne depuis la fin des travaux en 2013. Au niveau de la commune, il s'agit de la plus grande réalisation au sortir de 2014. Car, il a fallu braver tous les obstacles lors des travaux qui ont durés 379 jours. L'entrepreneur était souvent obligé d'acquérir des agrégats de qualité à Garoua à plus de 300 Km du chantier. Le tout pour respecter les exigences d'un béton de qualité. Malgré la dégradation avancée de la voie d'accès à Madingring, les trois ponts cassés n'ont pas arrêté l'engouement des populations et des équipes du PNDP chargées du suivi des travaux. Aujourd'hui, la commune de Madingring a pu augmenter ses recettes propres grâce aux fonds qui sont collectés chaque mois dans le cadre de l'exploitation du stade. Les associations sportives ont désormais une aire de jeu viable pour se déployer. Une initiative louable lorsqu'on connait le déficit en matière d'infrastructures sportives.

L'investissement du PNDP fait aussi la fierté des populations de la commune de Mayo-Oulo. Les communautés Koubéré bénéficient d'une délimitation et d'une matérialisation d'une zone de pâturage de 613,6 hectares. Un puits pastoral a été aussi construit à proximité. Pour assurer une gestion durable des terres, la commune et le PNDP ont mis en place une stratégie de reboisement de 250 hectares avec les arbres fourragers. Coût du projet : 9 476 500 FCFA, avec 10% provenant des caisses de la mairie, le reste étant garanti par le PNDP grâce à l'appui du Fonds pour l'Environnement Mondial. Sous le contrôle de Moussa Amaoua, président du Comité de Gestion, cet investissement a entrainé une diminution d'au moins 70% des conflits agropastoraux. L'autre impact se situe au niveau de la réduction de la pénibilité d'accès à l'eau par le bétail.

La commune de Pitoa, l'une des premières bénéficiaires des projets du PNDP dans la région du Nord, connaît une amélioration de l'offre en eau potable. Des puits sont construits dans les écoles publiques de Guébaké, Sékandé et Bounguel Wafango. Des forages dans les établissements scolaires des localités de Tchollaram, Kefféro, Mballaré, Babanguel, Badjouma centre, Douloumi, Dolla, Bouli Mal Alim, Toroye, Guidjigaré, Barouna, Ram, Banayé, Badjengo, ainsi qu'au centre commercial de Pitoa. Pour l'extension de ce projet d'assainissement, des forages et des fosses d'incinération sont fonctionnels dans les centres de santé de Tingueling, Possane, Sabongari et Péné. Le montant de cet investissement est de plus de 121 millions FCFA. La commune de Pitoa a versé 6 056 881 FCFA pour 100 jours de travail et le reste a été supporté par le PNDP. ◆

Achievements in the regions - North West

New lease of life for grassroots people



With the assistance of the PNDP, farmers and vendors in Furu Awa have been able to cut back on their losses, a derelict school in Nkum has been given a new lease of life while a newly-built bridge in Mbiame now links people with their needs.

Despite increasing agricultural outputs in the Furu Awa municipality, the Kpep market was inadequate for vendors and customers alike. The market had makeshift stalls, insufficient drainage, latrines, and waste disposal. These conditions were not only potential public health risk. They also increased the risk of post-harvest losses for the area's 9,000 traders.

The municipality initiated a project to construct a new market with enhanced layout, improved drainage, stalls and latrines that would improve conditions and encourage vendors, farmers and customers to buy and sell locally-produced goods. The PNDP threw its weight behind the initiative with C2D funds worth some 48,493,089 FCFA. With the municipality contributing 8,557,604 FCFA, the seed money rose to 57,050,692 FCFA. On July 1, 2013 work began on the lofty project and spanned 255 days. During this "quick impact" project, the PNDP worked closely with vendors and local authorities to establish the best possible market design. On March 13, 2014, the new Kpep market comprising five good quality and durable stalls with three sales slabs each (15 sales slabs) was ready for use. A latrine block with six squatting holes was also constructed.

As soon as the new market went operational, the council's tax recovery rate rose from 50 to 70 per cent. The Council now rakes in 150,000 FCFA in revenue from the new market per month. Reliance too on the Kpep market by 15,000 people in the municipality and its environs has grown because of assurances of food security. A reforestation scheme is also underway in the market site as well as an environmentally friendly waste disposal mechanism. Workshops were also conducted to establish and train a local management committee which will ensure the continued maintenance of the market after the construction.

Elsewhere, in Government School Saan in the Nkum Council area, over 300 pupils receive lessons with relative ease on the 102 benches in the school's five modern classrooms. Before August 2013, that was not the case. They were crammed into three poorly furnished classrooms built with mud bricks. The buildings were little more than dangerous ruins with crumbling walls, unsafe and leaking roofs and earthen flooring. Basic school equipment, for teachers and pupils alike, was virtually nonexistent. School benches were not enough.

The change in the fortunes of the school came when PNDP with IDA funding propped the rebuilding, refurbishing and equipping of the school to a safe and basic operational standard with 20,009,117 FCFA. By the start of the 2013-2014 school year, pupils stepped into a new and improved campus. The enrollment rate rose from 119 to 319. The number of benches for the classrooms had increased from 42 to 102. Trees had also been planted in the school yard and rubbish bins placed at strategic points. To have the dream of an improved learning environment for its children come to fruition, the Nkum Council added 2,223,235 FCFA to the sum which the PNDP had made available.

Last but not the least, River Mbven in the Mbiame Council area provides water for the inhabitants. It used to also be the source of one of their major worries. The absence of an appropriate bridge over the water body was a major problem for the Mbohtsem and Tanyar villages which it connected. Strong currents during heavy rains deterred the people. This devastated residents of the two communities, shooting up their transportation costs considerably.

Determined to rid the community of this problem, Mbiame Council raised the sum of 2,098,311 FCFA. With a subvention worth 18,884,803 FCFA from the PNDP being C2D II funds, construction of a new bridge began on January 14, 2014. Nine months later Mbohtsem and Tanyar inhabitants could safely cross the river with their farm produce to markets and other communities in the municipality. People from Tanyar now have access to the hospital and other facilities in Mbiame which they hitherto could not easily reach. ◆

Achievements in the regions - South West

Happy endings to sorry stories

After a long walk in the wilderness, kids in Bamusso got the school they never had. Teachers and government officials posted to Isangele now have one excuse less to flee the area. In Muyuka, a river people used to swear at became a blessing.

For ten years, education for infants in Bamusso could not get off to a good start due to lack of adequate infrastructure. In Isangele, retaining teachers sent to the municipality by government was a daunting task because of poor housing facilities. In Muyuka, where agriculture is the predominant source of income for about 8,000 people, a river stood between farmers and their farms. But all these changed when the PNDP stepped into these municipalities with ingenious clout.

It was certainly good news for parents in Bamusso when government created a nursery school in Mbongo in 2004. But the glad tidings didn't come along with the required infrastructure. Classes began in a private residence. Then they were moved to a shed in the market. There was urgent need for adequate facilities. From this pressing need, a micro project – the construction and equipment of two classrooms and the building of a stand tap connected to the existing water scheme – targeting an average of 180 pupils was born after a convention was signed between the PNDP and Bamusso Council in July of 2012.

Work began in October of the same year and by March the following year, the school's 38 pupils as well as their four teachers moved into their new building. The school now had 12 tables, 72 chairs for pupils, modern toilets and bathrooms, two furnished offices for teachers and a room for the kids to have their siestas. The kids now had a well equipped playground where a tap also stood. Socio environmental aspects too were taken into account. Trash cans, cleaning equipment and an incineration pit were also made available. The PNDP, with IDA funding, provided 19,327,500 FCFA for the initiative which cost 21,475,000 FCFA. The remaining 2,147,500 FCFA was provided by the municipality.

Notwithstanding the good quality of work done, the municipality's commission which manages the infrastructure has been very active and effective. What is more, such modern nursery schools are not easily found in the country's rural areas. At the start of the current school year, attendance at Government Nursery School Mbongo stood at 57 pupils, up from 38, due to the new infrastructure.

Meanwhile, the Mowele River in Muyuka was hitherto an ogre of some sorts. During the rainy seasons it swelled beyond control. The result was that access to plantations became impossible and at best difficult for the municipality's mostly farmer population. This meant a sizeable portion of their yields would never make it to their homes and the markets. There are accounts of people who were swept away to their death because they dared to cross the river. Again, during these times, the Owe I and Owe II villages were completely cut off from each other. That was about three years ago.

After the PNDP rushed to the grassroots peoples' succour in August 2012, the river became more than just a link between farmers and their fields by April 2013. Now adorning a twenty-four-metre double box culvert constructed jointly by the PNDP with funds from the IDA (24,683,677 FCFA) and the Muyuka Council (2,742,631 FCFA), the Mowele River is also a tourist attraction in its own right. It regularly pulls crowds that come to watch canoe races, swim or fish. The Owe jewel which cost 27,426,308 FCFA is under the close watch of the local management commission which the PNDP helped to put in place and train. The commission's main task is to identify problems with the infrastructure and quickly notify the Muyuka Council before such sores fester beyond repair.

After the State of Cameroon was ceded the hitherto disputed Bakassi peninsula, the government has continued to seek to consolidate its presence in the area. But this endeavour which includes the deployment of public service delivery mechanisms to the zone has moved in fits and starts. In Isangele, one of the municipalities in Bakassi, retaining civil servants and government officials especially teachers sent there was a daunting task. Isangele did not have housing for teachers or any other government officials deployed to the area. Even houses for rent were inexistent. This spurred the conception of a micro project to build a staff residence at Isangele Town to facilitate the immersion and stability of teachers sent to the municipality in general and Government Bilingual High School Isangele in particular.

Following the signing of a convention in February 2013, construction began in November 2013 of a residence made up of six apartments capable of hosting not just the teachers but their families as well. In May of 2014 work was completed on the project valued at 48,639,331 FCFA. The PNDP which endorsed the project provided 43,75,398 FCFA from C2D funding while the municipality contributed 4,863,933 FCFA.◆

Achievements in the regions - West

When seeds of development sprout

The need for improved health care, farming techniques and other social infrastructures has been the key motivator of PNDP-funded micro projects in the region.

Many women in Manila in the Banka Council area risked death during childbirth and many of their newborn infants faced a similar threat during or soon after birth, from lack of adequate health facilities and care. When PNDP helped Banka Council build a maternity centre for women in Manila last year, twenty-four hour safe motherhood and newborn care for women ensured that the tragic death of women and newborn babies was cut to the barest minimum.

The construction of the modern birthing facility which cost 30,000,000 FCFA with 27,000,000 FCFA being PNDP's contribution from C2D funds, now equally provides health care to the adults in Manila and its environs.

The impact of the project realized with the use of local manpower is even more profound. Costs incurred when transporting patients and pregnant women to far-flung and better equipped facilities reduced. A commission charged with overseeing the use of the building has been put in place.

In Magba, another salutary initiative championed by the grassroots people and supported by PNDP gave the 50,000 people in the municipality and its environs a befitting Central Market. With the construction of the three blocks of sixteen shops in August 2014, traders and buyers alike can go about their activities in a more secure setting. Vendors' goods were no longer at the mercy of the rains. The construction of a six public toilets and the provision of garbage disposal bins in the market also improved upon hygienic conditions. All these changes which cost 59,637,513 FCFA, with 51,171,971 FCFA being PNDP' support from C2D funding, resulted in an increase in the amount of taxes and rents collected from the Magba Central Market.

In Nkong Ngam in Bangangte, PNDP with GEF funding to the tune of 4,000,000 FCFA and 481,590 FCFA from the community trained 40 breeders and 20 farmers in fodder cropping and sustainable land management.

The micro project helped breeders and farmers to embark on a collective quest for solutions to a common problem. The trainees were able to delimit areas meant for fodder cropping and for rearing their animals. This resolved the longstanding land disputing that pit the breeder and the farmers. The initiative also taught the breeders that they no longer had to trek long distances in quest of pasture because of the innovative land management techniques. The best practices training which took place between April 2009 and January 2010 resulted in better land management with 3.5 hectares of land set aside as pastures for animals. The revenue of the famers doubled due to better yields and breeds. With the people having turned away from using rudimentary and dangerous methods in fertilizing their farms, the environment was protected. ◆

Achievements in the regions - Littoral

Community-driven initiatives are never small

The enormity of the impact of development projects carried out in the region with the PNDP's assistance is proof of the power of people-centred initiatives.

Before, jostling for learning space in crammed classrooms was the routine for the 1,350 students in Government Bilingual High School Penja. Parents were required to provide 10,000 FCFA to fund the building of infrastructure with temporary materials for their children. Such a measure brought no solace as 80 students were compelled to study in classrooms that normally should take 60 as accepted by secondary education experts. This was one of the major highlights when the Penja community made a diagnosis of its problems. They wanted the number and quality of classes, office space and furniture for teachers increased. This would trim dues paid by students 8.5 per cent and cut failures in exams, they argued. The result was the construction and furnishing of two classrooms and four toilets in Government Bilingual High School Penja. Of the 17,561,949 FCFA that the project was worth, PNDP contributed 15,805,754 FCFA.

Another life changing project in Penja was the consolidation of the municipality's manpower through the recruitment of a finance officer in 2011. The finance officer who heads the economic and financial service since 2012 has computerized the management of the municipality, improved on its bookkeeping, helped craft yearly and quarterly budgets, prepared tenders, initiate and follow up studies on local tax systems and other actions that could increase council revenue and devise novel strategies to achieve these.

The Penja Council during its diagnosis had found its weaknesses to be the absence of a trained official to head the economic and financial service, the absence of a traceable budget preparation procedure, poor accounting analysis, the absence of a database of all taxpayers and bad debts. Council revenue from tax returns and other sources rose from 17,000,000 FCFA in 2011 to 28,000,000 in 2013.

The building of a culvert over the Etam-Manengoteng River on the 2.6 kilometres road linking Manengoteng and Mantem I in Manjo was heralded as salvation by 2,900 inhabitants. Being a bustling agricultural zone, it brought about a considerable increase in the quantity agricultural produce ferried from the area to urban zones. Farm produce transported thanks to the novel link in the chain rose from 1,500 tons to 3,000 tons. It equally reduced transport cost from Manengoteng to Manjo by 60 per cent, a change that was most appreciated especially by the 580 households in Manengoteng.

To access the municipality's main market, inhabitants had to make use of a 10 kilometres detour. This incurred an additional cost of 300 FCFA on the 200 FCFA normally paid for transportation to the market. The entire project, which was worth 14,389,879 FCFA (10,389,879 FCFA from the PNDP and 4,000,000 FCFA), entailed the construction of a deviation for pedestrians while work on the four-metre double culvert went on and the putting up of security sign posts. ◆

Réalisations dans les régions - Sud

Prise en compte des minorités et des logements pour enseignants

Trois communes de la région du Sud Cameroun présentent des projets financés par le PNDP dans des coins et des domaines non encore explorés. L'impact est au final positif pour les bénéficiaires.

C'est en plein cœur de la forêt équatoriale et de la commune d'Efoulan que le PNDP est allé résoudre un besoin vital. Les populations pygmées de Bizamba enclavées dans un village distant de tout autre de 10 Km et seulement accessible par un sentier a bénéficié d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine. Le projet a été financé à 100% par le PNDP à hauteur de 4 853 019 FCFA. C'est la pratique lorsqu'il s'agit des minorités dans le cadre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) mis en œuvre avec le Ministère des Affaires Sociales. C'est le premier microprojet au Cameroun de puits équipé de pompe à motricité humaine qui se fasse pour les populations pygmées dans un campement sans aucune voie de communication et indépendant d'un village bantou.

Durant les travaux, le prestataire a dû recourir à des porteurs comme au début des années 1900 qui ont tout transporté sur la tête ou à dos : le ciment, le sable, le gravier, la pompe, les pots de peinture, le fer à béton sur plus de 10 Km. La situation était différente dans la ville de Meyomessala. Puisque l'exécutif communal et le PNDP ont voulu résoudre définitivement le problème d'adduction en eau potable dans la municipalité. Sur fonds C2D, plus de 93 millions FCFA ont été mobilisés avec respectivement 10 359 377 FCFA par la commune et le reste étant une subvention du PNDP.

Concrètement le projet est constitué d'un réservoir surélevé de 50 mètres cubes, deux forages de 7 m^3/heure et 2,5 m^3/heure réalisés. 300 mètres linéaires (ml) de réseaux ont été réhabilitées tandis qu'il y a eu une extension de 1900 mètres linéaires mis sur le réseau, dont 1500 vers les nouveaux lotissements et 400 ml vers le complexe Camtel. Au même moment, huit bornes fontaines ont été réhabilitées. Trois nouvelles bornes fontaines construites et 15 nouveaux branchements immédiats aux particuliers avant la fin des travaux. Au-delà de l'impact direct sur les populations, le projet a été rétrocédé à la CAMWATER le 02 septembre 2014. Cette dernière a volontairement procédé au remboursement de la totalité du coût du projet. Une source de financement pour d'autres projets dans la municipalité.

Des solutions permanentes aussi pour les enseignants du secondaire de la ville de Mvengué. Des logements d'astreinte y ont été construits à hauteur de 32 659 188 FCFA. Pour améliorer l'accès à l'habitat décent, la commune a injecté 3 265 919 FCFA et la subvention du PNDP sur crédit IDA a permis en neuf mois, à compter du 5 novembre 2012, de sédentariser le personnel enseignant qui faisait des allers et retours sur Yaoundé ou Lolodorf. Avec pour conséquence un impact négatif sur la qualité des enseignements dispensés aux jeunes de la commune. L'autre versant positif de cet investissement dans la commune de Mvengue est que le microprojet a l'avantage d'augmenter les recettes communales à travers les frais de location des appartements qui sont d'un standing appréciable pour le personnel enseignant affecté dans la ville. ◆

Littoral

10e anniversaire du PNDP

La Cellule du Littoral festoie

En marge de la célébration du 10e anniversaire du PNDP, les communes de Nyanon, Ngwei, Ebone, Penja, Nkondjock, Dibombari ont reçu, du 25 Novembre au 02 décembre 2014, la visite des médias. Le but était d'assurer la visibilité des actions menées par le Programme dans la région du Littoral. Pour cela, il fallait visiter certains microprojets ; interviewer les bénéficiaires sur les problèmes résolus par les microprojets ; prendre des images permettant aux médias de réaliser les reportages ; mesurer la perception des bénéficiaires par rapport aux actions de la Commune et du PNDP ; produire un documentaire radiophonique de 26 mn sur le bilan de la deuxième phase de mise en œuvre du PNDP dans la région du Littoral. Les descentes ont commencé par la visite de la Salle de classe du Lycée de Massock; la visite des forages des villages Kelleng et Binoum dans la commune de Nyanon ; la visite du marché de Makondo, du forage de Lep Nyock et de l'electrification de Makondo dans la commune de Ngwei ; des salles de classe à Ndobeng et Balondo dans la commune d'Ebone ; des salles de classe du lycée de Penja ainsi que du composteur de Dibombari, des hangars de marchés de Tam et Bindjen dans la commune de Nkondjock. La visite s'est achevée par une conférence de presse à la Cellule Régionale du PNDP pour le Littoral. La CRTV, Radio Maria, Radio Bare, Radio Equinoxe, Cameroun-Tribune et le Quotidien de l'Economie ont été édifiés sur les actions du gouvernement dans la région du Littoral.

Renforcement des capacités

Le PNDP poursuit la formation des receveurs municipaux

Les receveurs municipaux de la région du Littoral commencent l'année 2015 avec de nouveaux outils pédagogiques. Ceci grâce à la Cellule Régionale du PNDP pour le Littoral qui, dans le cadre d'une convention qui lie le PNDP et le CEFAM, ont organisé une nouvelle session de formation le 02 décembre 2014 à Buea. La cérémonie de lancement de cette série de cession de formation était supervisée par le Coordonnateur Régional du PNDP pour le Littoral, qu'accompagnait le Responsable Régional Formation et Développement des Capacités. Il s'agissait pour eux, au cours de cette descente, de présenter le Programme, ses activités et ses résultats. Question de s'assurer que tous les RM prennent part à la formation conformément aux termes de la convention.

Agriculture

Les communes du Littoral préparent l'offensive

Les départements du Moungo et de la Sanaga Maritime ont accueilli, du 12 au 15 janvier 2015, une mission de préparation relative à la signature des conventions pour les projets agricoles. Conduite par le Coordonnateur Régional du PNDP pour le Littoral, qu'accompagnait la Comptable Régionale, la mission avait pour objectifs : d'ouvrir les comptes joints pour les Communes de Baré, Loum, Penja, Pouma, Dibamba, Manjo, Yingui, Mbanga et Bonaléa ; de tenir une réunion avec les délégués du MINMAP des départements de la Sanaga Maritime et du Moungo ; de réceptionner le microprojet de construction d'un centre de santé à Mombo. Il s'est agi pendant la durée de la descente de procéder le 1er jour à l'ouverture des comptes joints adossés à une séance de travail avec le MINMAP de la Sanaga Maritime à Edéa ; le 2ème jour à l'ouverture des comptes joints et séance de travail avec le MINMAP du Moungo à Nkongsamba ; le 3ème jour, à la réception du Centre de Santé Intégré de la commune de Mombo.

Exécution des microprojets

8 communes du Littoral suivies de près

Le Cadre chargé des Infrastructures et le Responsable Régional Formation et Développement des Capacités de la Cellule Régionale PNDP du Littoral se sont rendus dans les communes de Nyanon, Edea, Ndom, Mombo, Melong, Bare, Ndobian et Yingui. Ceci à l'effet de procéder au suivi de l'exécution et à la réception provisoire de certains microprojets. Il s'agissait, du 08 au 11 et du 13 au 16 Janvier 2015 de procéder à la réception provisoire des microprojets dont les travaux ont été totalement exécutés (forages à Nyanon et Centres de Santé Intégré, à Mombo), appuyer la Commune de Ndom dans la préparation de sa Demande de Cotation (DC) pour la relance de trois microprojets et suivre les travaux de la Commission Communale de Passation des Marchés de Ndom relativement à l'examen de la Demande de Cotation. Par ailleurs il fallait suivre auprès de la Délégation Départementale d'Edea l'examen des DC et des contrats des Communes de Ngambe, Mouanko, Massock et tenir la réunion de démarrage du microprojet de construction d'un centre multifonctionnel à Yingui. Il fallait aussi procéder à la mise en place et à la redynamisation des comités de gestion et comités de vigilance à Nyanon, Melong, Ndobian.La CRC-Littoral en a profité pour tenir une réunion de sensibilisation des populations sur les dangers du courant électrique et suivre l'élaboration du Plan d'Action Environnemental. Dans le volet communication, en partenariat avec les responsables des radios, une programmation de la diffusion des émissions radios en langue locale a été arrêtée. ◆

South West

Award of contracts

PNDP supports Alou Council

Tenders for the opening and rehabilitation of a 3,25-kilometres farm to market road, the construction of a box culvert of 2 x 1,5 metres and a 19-metres of metallic culvert from Mmuockbie market to Tohtsonkeng in the Alou council area in Menji subdivision, Lebialem division of the South West region were assessed on January 20, 2015. The PNDP's team in the South West region was charged with assisting the local contract award commission and the sub divisional delegation of the ministry of Public Contracts by ensuring that the rules laid down in the PNDP's simplified guide for the award of contracts were respected to the letter. The three offers made were analyzed for the project which is worth 30,000,000 FCFA. Communication with the various actors had to be ensured, reemphasizing PNDP's contract award procedure, verifying that the three offers were duly made and that the contractors were present, opening the bidding and writing a report on the process, analyzing the offers and writing a report on the findings. This support falls in line with the commitment of the ministry of Economy, Planning and Regional Development in seeing that grassroots development projects are meticulously executed.

Award of contracts

PNDP backs Bangem council

Tenders for the completion of the construction of a 3.91-kilometres earth road of leading to the sand pit from Muanyet (intersection PK 17) to Ekoussum-Muagwekan in the Bangem council area in Kupe Manenguba division of the South West region were assessed on January 21, 2015. The PNDP's team in the South West region was charged with assisting the local contract award commission and the sub divisional delegation of the ministry of Public Contracts by ensuring that the rules laid down in the PNDP's simplified guide for the award of contracts were respected to the letter.

For the project worth 28,750,000 FCFA, there was need for assurance that the various actors had been in touch, for stress to be laid once again on the PNDP's contract award procedure, verifying that offers had duly been made and that the contractors were present, opening the bidding and writing a report on the process, analyzing the offers and writing a report on the findings and help in putting together paperwork required in applying for the PNDP's green light. Such follow up is important given the need to cut the time needed in executing projects.

North West

Contractors and controllers remobilized

The North West Coordination Unit met on February 3, 2005, with the controllers and contractors of the 36 micro-projects underway in 16 municipalities of the region, namely: Andek, Bali, Balikumbat, Benakuma, Fonfuka, Furu-Awa, Mbengwi, Mbiame, Njikwa, Njinikom; Nkambe, Nwa, Tubah, Widikum, Wum and Zhoa. Chaired by the Regional Coordinator, the meeting aimed at reviewing of the progress of each micro-project, identifying difficulties encountered by the different actors, examining the situation of payments to contractors and controllers, verifying control documents and the establishment of a timeframe for the completion of the projects. The working session, attended by 12 contractors, 7 controllers and some representatives of the municipalities, was able to scrutinize the situation of 25 micro-projects. Discussions focused mainly on implementation delays and some technical difficulties.Several resolutions were adopted by consensus and a completion schedule was also drawn. However, to put pressure on some stakeholders, thought was given on the possibility of halting some projects. The meeting was appreciated at its true value by all the participants, and many even considered it a capacity building opportunity for those carrying out the micro projects. Moreover, it was agreed that many such meetings will be held to ensure that activities related to communal micro projects move in the right direction. ◆

Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

PNDP
Programme National de Développement Participatif

Unis sur le chemin de 2035 et dans la lutte contre Boko Haram

« Sur les 10 régions du Cameroun, 329 communes des zones rurales travaillent, main dans la main avec le PNDP, à l'amélioration des conditions de vie des populations et à l'atteinte de l'émergence à l'horizon 2035»

Contact : CNC sise face PNUD, nouvelle route Bastos.
BP 660 Yaoundé – Tél : 222 213 664 – Email : pndp@pndp.org Site web : www.pndp.org

Déja parus...

10 ans au service des communes

Tous les trimestres, le magazine d'informations du PNDP retrace les activités du Programme National de Développement Participatif sur l'ensemble du triangle national...

CAMEROUN

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE

LIBELLÉ	2011	2012	2013
I-DONNEES DEMOGRAPHIQUES			
Population totale (en milliers)	19 891	20 387	20 917
Densité de population (habitants/km²)	41,8	42, 9	44,0
II – DONNEES MACROECONOMIQUES			
PIB à prix courant (en milliards FCFA)	12 546	13 515	14 550
- PIB pétrole brut	941	1 075	1 096
- PIB hors pétrole brut	11 605	12 440	13 454
PIB /habitant (en milliers FCFA)	631	663	696
Taux de croissance réelle (%)	4,1	4,6	5,5
- PIB pétrole brut	-7,3	3,5	8,5
- PIB hors pétrole brut	4,6	4,6	5,3
Taux d'inflation (%)	2,9	2,4	2,1
Taux de croissance sectorielle (en %)			
- Secteur primaire	3,1	2,7	3,1
- Secteur secondaire	1,6	4,9	5,2
- Secteur tertiaire	5,5	5,5	6,7
Répartition sectorielle (en % du PIB à prix courant)			
- Secteur primaire	21,7	21,4	20,5
- Secteur secondaire	27,3	27,9	26,3
- Secteur tertiaire	43,2	43,1	45,6
Impôts et taxes moins subventions	7,8	7,6	7,6
Composantes de la demande (en % du PIB à prix courant)			
Consommation	87,5	88,4	87,3
- Privée	75,9	76, 9	75, 9
- Publique	11,6	11,5	11,4
Investissement	20,6	19,2	19,3
- Privé	18,2	16,9	16,9
- Public	2,4	2,3	2,4
Exportations de biens et services	18,4	18,8	18,6
Importations de biens et services	26,5	26,6	25,2

Finances publiques (en% du PIB à prix courant)			
Recettes budgétaires hors dons	16,9	16,8	16,8
- Pétrolières	5,1	4,9	4,9
- Non pétrolières	11,8	11,9	11,8
Dépenses	19,7	18,8	20,7
- Courantes	14,1	13,3	14
- En capital	5,5	5,5	6,7
Secteur Extérieur (en % du PIB à prix courant)			
Balance commerciale	-2,2	-1,0	-1,6
Solde compte courant	-2,8	-3,6	-3,7
Dette publique (en % du PIB)			
Stock total dette publique	16,1	15,3	16,0
- Dette publique intérieure	5,9	5,0	4,8
- Dette publique extérieure	10,2	10,3	11,1
Service total de la dette	1,3	1,6	1,6
- Dette intérieure	0,6	0,9	0,8
- Dette extérieure	0,8	0,8	0,8
III – PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES (en tonnes)			
Cacao en fèves	243 320	250 000	270 000
Café arabica	9 563	10 000	13 000
Café robusta	38 256	42 000	50 000
Caoutchouc	50 983	46 318	59 000
Coton masse	185 000	227 000	250 000
Coton fibre	61 392	82 124	99 691
Banane d'exportation	271 642	285 789	310 901
Ananas	165 471	167 853	170 000
Production de bois grumes (en milliers de m³)	2 356	2 316	2 341
Exportation de bois grumes (en milliers de m³)	575	519	618
Exportation de bois sciés (en milliers de m³)	531	544	519
IV – INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT			
Réseau routier bitumé (en km)	5 371	5 504	5 548
Réseau ferroviaire (en km)	1 193	1 223	1 258

Source : Institut National de la Statistique. Tél. (237) 222 220 445 / 222 221 437. Site web: www.statistics-cameroon.org

Une publication du Ministère de l'Economie,
de la Planification et de l'aménagement du Territoire
BP 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél.: (237) 222 220 922 - Fax : (237) 222 236 607